

**REPUBLIQUE DU MALI**

**MINISTERE DES MINES**

**COMITE DE PILOTAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE  
DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES AU MALI**

**RECONCILIATION DES FLUX DE PAIEMENTS EFFECTUES PAR  
LES ENTREPRISES EXTRACTIVES ET DES REVENUS PERÇUS  
PAR L'ETAT POUR L'EXERCICE 2009**

**RAPPORT FINAL**

**Décembre 2011**



## TABLE DES MATIERES

RESUME DES CONSTATATIONS .....	4
1. INTRODUCTION .....	7
1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) .....	7
1.2 L'ITIE au Mali .....	9
2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION .....	11
2.1 Objectifs de la mission .....	11
2.2 Les sociétés minières faisant l'objet de la réconciliation .....	11
2.3 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés minières .....	11
2.4 Les taxes soumises aux travaux de réconciliation .....	12
3. APPROCHE ET METHODOLOGIE .....	14
3.1 Approche.....	14
3.2 Méthodologie adoptée .....	15
4. RESULTATS DES TRAVAUX.....	19
4.1 Tableaux de réconciliation par société .....	19
4.2 Tableaux de réconciliation par nature de taxe.....	22
4.3 Les ajustements.....	24
5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES.....	29
6. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS.....	31
7. CONCLUSIONS .....	36
ANNEXES .....	37
Annexe 1 : Tableaux de réconciliation par Société .....	38
Annexe 2 : Formulaire de déclaration ITIE Mali 2009 .....	78
Annexe 3 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation .....	80

## LISTE DES ABREVIATIONS

DNCC	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DGD	Direction Générale de la Douane
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DNB	Direction Nationale du Budget
DNDC	Direction Nationale des Domaines et des Cadastres
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
ADIT	Acompte sur Divers Impôts et Taxes
BIC	Bénéfices Industriels et Commerciaux
CFE	Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs
CPS	Contribution pour Prestations de Services rendus
IRF	Impôt sur le Revenu Foncier
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
IS	Impôt sur les Sociétés
ISCP	Impôt Spécial sur Certains Produits
ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires
TAV	Taxe Ad Valorem
TFP	Taxe de Formation Professionnelle
TL	Taxe de Logement
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## RESUME DES CONSTATATIONS

La réconciliation des flux de paiements effectués par les entreprises extractives et des revenus perçus par l'Etat couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009 a été exécutée par l'équipe Moore Stephens entre le 24 octobre et le 16 décembre 2011 dans les locaux du Ministère des Mines. La mission s'est faite en trois interventions. La première s'est déroulée du 24 octobre au 4 novembre et a été sanctionnée par la tenue d'un atelier de formation sur les formulaires de déclaration et les instructions de reporting aux parties prenantes et l'envoi des dits formulaires.

La deuxième intervention s'est déroulée du 9 au 18 novembre et a été dédiée aux travaux de réconciliation des paiements et des recettes déclarées par les parties prenantes.

Une troisième intervention a été exécutée du 13 au 16 décembre afin d'achever les travaux de réconciliation et exploiter les nouvelles informations obtenues.

Une intervention finale a été réalisée du 28 au 29 décembre 2011 afin de clôturer les travaux. Nous avons présenté notre rapport au cours d'un atelier de validation tenu le 29 décembre 2011.

Nos travaux de réconciliation ont été réalisés conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Comité de Pilotage.

La mission a consisté en une réconciliation détaillée des flux des paiements d'impôts et taxes effectués par les entreprises extractives tels que déclarés par ces dernières avec les données fournies par les différentes administrations publiques du Mali.

L'objectif global de cette réconciliation est d'aider le Gouvernement du Mali et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur des industries extractives à l'économie et au développement social du pays ainsi que d'améliorer la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

### Limitations aux travaux de réconciliation

i. La soumission des déclarations sur les flux de paiement a été effectuée avec des retards. Certaines entreprises minières et administrations ont fourni leurs déclarations tardivement tandis que plusieurs autres n'ont soumis aucune déclaration. Jusqu'à la fin de la mission, plusieurs informations complémentaires demeurent non communiquées.

A ce niveau nous soulignons que certaines sociétés (essentiellement SOMILO, SEMOS et BCM) n'ont pas pu nous fournir les détails des droits de douanes et de la TVA par numéro de quittance ce qui n'a pas permis de faire la réconciliation de ces impôts et a engendré des écarts importants non justifiés.

ii. Certains impôts et taxes perçus par la Direction des Grandes Entreprises (DGE) n'étaient pas informatisés au cours de l'exercice 2009. Il s'agit notamment de la Contribution pour prestation de services rendus et l'Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM). Ces impôts n'ont pas été totalement réconciliés vu que certains états détaillant les perceptions n'ont pas été fournis.

### Principales constatations des travaux de réconciliation

Les principales constatations de nos travaux sont les suivantes :

1. Aucune étude de cadrage n'a été effectuée par le Secrétariat ITIE au Mali afin de déterminer les critères de matérialité des flux de revenus pris en compte pour la réconciliation 2009 telle que prévus au niveau de l'Exigence n° 9 des règles de l'ITIE.

2. Le Secrétariat Permanent ITIE ne dispose pas à ce jour d'une base de données contenant les informations et coordonnées des entreprises opérant dans le secteur minier. Cette situation a engendré certains retards lors de la collecte des données détaillées.
3. Sur un total de quarante-quatre (44) sociétés prévues dans les Termes de Référence :
  - quatre (4) sociétés ont été doublement mentionnées et deux (2) n'avaient pas d'existence en 2009 ; ces sociétés ont été supprimées de la liste des sociétés à réconcilier ;
  - six (6) nouvelles déclarations ont été soumises pour des sociétés n'ayant pas été prévues dans les Termes de Référence ; ces sociétés ont été ajoutées à la liste des sociétés à réconcilier ;
  - vingt-sept (27) sociétés ont soumis leurs formulaires de déclaration ;
  - quatre (4) sociétés dont les coordonnées ne nous ont pas été communiquées. Il s'agit des sociétés : Page Management, Songhoï Ressources, JV Eni-Sipex et JV Falcon Martagon ; et
  - douze (12) sociétés n'ont pas soumis leurs formulaires de déclaration.
4. Parmi les 27 sociétés ayant soumis des formulaires de déclaration, seulement huit (8) ont soumis des formulaires certifiés par un auditeur externe. Il s'agit de :

1. North Atlantic Ressources
2. Etruscan Ressources Mali SARL
3. Etruscan Ressources Bermuda Ltd
4. Société HeritageOil Block 7
5. Société HeritageOil Block 11
6. BCM
7. SelierEnergy
8. Mali MineralResources

Pour les administrations perceptrices, l'audit des comptes publics n'a été rendu obligatoire que suite à l'entrée en vigueur de l'arrêté n° 10-1251/MEF-SG du 11 mai 2010. Il en découle, que l'audit des comptes de l'année 2009 n'était pas obligatoire pour les administrations perceptrices et que par conséquent aucun formulaire certifié par un auditeur n'a été soumis.

5. Le total des écarts entre les montants déclarés par les entreprises extractives et les administrations perceptrices s'élevait au titre de l'exercice 2009 avant les travaux de réconciliation à **5 394 263 000 FCFA**. Cet écart se détaille comme suit :

	Total déclaré par les sociétés (K FCFA)	Montant perçu par l'Etat (K FCFA)	Ecart constaté (K FCFA)	%
<b>Total des paiements déclarés</b>	<b>171 279 329</b>	<b>176 673 592</b>	<b>(5 394 263)</b>	<b>3,05</b>

6. A la fin des travaux de réconciliation, la somme des écarts définitifs des flux de paiements entre les montants déclarés par les entreprises extractives et les administrations perceptrices s'élève au titre de l'exercice 2009 à **4 367 083 000 FCFA**. Cet écart se détaille comme suit :

	Total déclaré par les sociétés (K FCFA)	Montant perçu par l'Etat (K FCFA)	Ecart constaté (K FCFA)	%
<b>Total des paiements déclarés</b>	<b>171 789 069</b>	<b>176 156 152</b>	<b>(4 367 083)</b>	<b>2,48</b>

Les catégories des ajustements effectués lors des travaux de rapprochement et les valeurs correspondantes sont détaillées dans la sous-section 4.3 du présent rapport.

7. L'écart résiduel non réconcilié s'analyse comme suit :

Catégorie d'écart	Ecart K FCFA
Détail des paiements non communiqué par les entreprises/administrations	(4 225 997)
Taxes non reportées par les entreprises/administrations	(126 203)
Quittances non communiquées par les entreprises/administrations	(21 143)
Déclarations non soumises par les entreprises/administrations	3 958
Ecarts résiduels non expliqués	2 302
<b>Total</b>	<b>(4 367 083)</b>

Les écarts définitifs constatés par taxe et par société minière et pétrolière sont détaillés dans la section 5 du présent rapport.



Paul Stockton  
Partner  
Moore Stephens LLP

30 décembre 2011

150 Aldersgate Street  
London EC1A 4AB

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

#### 1.1.1. Création

La création de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a d'abord été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. Elle a été fondée sur la reconnaissance du fait que malgré que le pétrole, le gaz et les ressources minérales puissent aider à élever le niveau de vie à travers le monde, cela peut souvent conduire à la corruption et à des conflits ainsi qu'une baisse de la qualité de vie pour beaucoup dans les pays où la gestion de ces ressources est inadéquate.

En conséquence, l'initiative vise une meilleure transparence par la publication des paiements des taxes et impôts des sociétés opérant dans le secteur minier et la divulgation par les organisations gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés. L'ITIE a donc favorisé une meilleure gestion de ces ressources dans les pays riches en pétrole, en gaz et en ressources minières et vise à réduire le risque de détournement des fonds générés par l'exploitation des ressources de l'industrie extractive des pays. Ceci est réalisé à travers la coopération entre les gouvernements, les entreprises du secteur des industries extractives, les groupes de la société civile, les investisseurs et les organisations internationales.

Il y a une structure officielle pour l'admission des pays dans l'ITIE dans laquelle les Gouvernements, désirant une admission pour devenir un candidat ITIE, doivent répondre à cinq principes :

1. Le gouvernement doit effectuer une déclaration publique, sans équivoque, de son intention de mettre en œuvre l'ITIE ;
2. Le gouvernement doit s'engager à travailler avec la société civile et les entreprises pour mettre en œuvre l'ITIE ;
3. Le gouvernement doit nommer un haut responsable chargé de diriger la mise en œuvre de l'ITIE ;
4. Le gouvernement doit mettre en place un groupe multipartite chargé de superviser la mise en œuvre de l'ITIE.
5. En consultation avec les parties prenantes clés de l'ITIE, le groupe multipartite doit convenir et publier un plan de travail national chiffré contenant des objectifs mesurables et un échéancier de mise en œuvre, et comprenant une évaluation des contraintes de capacité.

Une fois accepté comme un candidat de l'ITIE, le pays essaiera par la suite de devenir un pays totalement conforme aux normes ITIE. Il s'agit de la nomination d'un administrateur « crédible et indépendant » et de la communication et la diffusion de l'information sur les paiements de pétrole, de gaz et des sociétés minières au gouvernement conformément aux normes (soumis aux contrôles du processus afin d'assurer que cette information est complète, compréhensible et précise). L'ITIE accorde aux pays candidats un délai raisonnable (généralement de deux années) pour devenir un membre conforme aux normes ITIE.

Actuellement, 61 des plus importantes sociétés du monde opérant dans le secteur pétrolier, de gaz et des ressources minières soutiennent et participent activement au processus de l'ITIE. Ceci est fait à travers des engagements à un niveau international ou par des associations industrielles. En outre, l'ITIE a obtenu le soutien de plus de 80 institutions mondiales d'investissement qui gèrent collectivement plus de 14 Milliards de Dollars américains.

### 1.1.2. Principes généraux

L'ITIE établit une norme internationale permettant aux entreprises de publier combien elles paient et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Avec une bonne gouvernance, l'exploitation de ces ressources peut générer des revenus importants pour promouvoir la croissance et diminuer la pauvreté. Cependant, lorsque la gouvernance est faible, elle peut conduire vers la pauvreté, la corruption et le conflit. L'ITIE vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

L'ITIE veille à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. En 2005, l'ITIE a mené une consultation large et exhaustive pour tracer l'avenir de l'initiative. Celle-ci a été réalisée par le Groupe International Consultatif (GIC). Le GIC a produit un rapport contenant la structure de gouvernance, la méthodologie approuvée et la direction future de l'ITIE.

L'ITIE dispose d'une méthodologie robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays exécutants. Le Conseil d'Administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre modèle de mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.

Le Livre source de l'ITIE fournit des conseils pour les pays et les entreprises qui souhaitent mettre en œuvre l'initiative. Les Règles de l'ITIE, comprenant le Guide de validation, établit la méthodologie que doivent suivre les pays pour devenir pleinement conformes à l'ITIE.

### 1.1.3. Avantages

L'implantation de l'ITIE apporte une gamme étendue d'avantages :

- Les gouvernements bénéficient de la mise en œuvre d'une procédure standardisée et reconnue internationalement pour la transparence dans la gestion des ressources naturelles. Avec des revenus pétroliers, gaziers et miniers grimpants, les attentes des citoyens sont à la hausse. La mise en œuvre de l'ITIE développe la capacité de gouvernance, améliore la crédibilité internationale, et affirme que le gouvernement est engagé à combattre la corruption.
- Le climat d'investissement est amélioré par la mise en œuvre de l'ITIE. L'engagement à rapprocher les paiements des entreprises et les revenus des gouvernements suivant un procédé multipartite indique un engagement à la bonne gouvernance.
- Les entreprises profitent du climat d'investissement amélioré résultant de la transparence et d'une bonne gouvernance.
- La sécurité énergétique est améliorée sur un pied d'égalité plus transparent. Les pays importateurs d'énergie bénéficient d'une meilleure stabilité dans les pays fournisseurs. Cette stabilité augmentée encourage les investissements à long terme dans la production - et assure ainsi un approvisionnement plus stable.

### 1.1.4. Implantation dans les pays

Pour devenir un candidat de l'ITIE, le pays doit satisfaire aux critères d'adhérence. Lorsqu'ils sont assurés, la mise en œuvre de l'ITIE comprend une gamme d'activités pour renforcer la transparence des revenus des ressources. Ces activités sont documentées dans les plans d'action des pays. Le développement d'un plan d'action - examiné et convenu par les parties prenantes - est l'un des cinq critères d'adhérence de l'ITIE.

Pour obtenir et maintenir le statut de conformité de l'ITIE, le pays doit compléter une validation de l'ITIE. La validation est un élément essentiel de l'ITIE en tant que norme internationale. Elle permet une évaluation indépendante des avancées des pays exécutants par rapport à l'ITIE et des mesures qu'ils doivent adopter pour permettre de meilleurs et plus rapides progrès. Cette évaluation est réalisée par un validateur indépendant choisi par le pays exécutant, en suivant la méthodologie déterminée par les Règles de l'ITIE. Le Conseil d'Administration de l'ITIE supervise le procédé de validation et examine les rapports de validation.

Si le conseil d'administration juge qu'un pays a répondu à tous les critères de validation, le pays sera reconnu comme étant conforme aux exigences de l'ITIE. Lorsque le rapport de validation montre qu'un pays a fait des progrès mais ne répond pas à tous les critères de l'ITIE, le pays reste candidat. Lorsque la validation ne montre aucun progrès significatif, le Conseil d'Administration peut révoquer le statut candidat du pays.

Les pays conformes ont l'obligation de continuer à respecter l'ensemble des exigences de l'ITIE afin de conserver leur statut de pays conforme. Lorsqu'il apparaît que la mise en œuvre de l'ITIE par pays ayant précédemment obtenu le statut de pays conforme ne remplit plus les normes de conformité, le Conseil d'Administration de l'ITIE se réserve le droit de demander à ce pays de se soumettre à une nouvelle validation, ou à défaut d'être radié de l'ITIE.

## 1.2. L'ITIE au Mali

L'industrie minière au Mali a récemment connu un regain d'intérêt faisant de l'or son produit principal à l'exportation. Le pays possède également d'autres ressources naturelles comme le fer, la bauxite, le manganèse, l'aluminium et l'uranium.

Le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique après l'Afrique du Sud et le Ghana avec une production moyenne de 50 tonnes par an. Suivant les statistiques de la BCEAO et de l'INSTAT pour l'année 2009, l'exportation en or a constitué plus de 80% des recettes d'exportation et près de 8% du PIB national. L'apport du secteur minier à l'économie nationale est évalué à environ 160 milliards de FCFA, par an, à l'exclusion des aides que les compagnies minières apportent généralement aux populations riveraines.

Nous présentons ci-dessous quelques statistiques pertinentes de l'activité aurifère au Mali :

Sociétés opérantes	Production 2009 en tonnes	Réserves en tonnes	Propriétaires
Société d'Exploitation d'Or - YATELA	7,287	15	Anglogold Ashanti (40%) Iamgold (40%) Etat Malien (20%)
Société des Mines de Loulo (SOMILO)	13,488	120	RangoldResources (80%) Etat Malien (20%)
Société des Mines de Morila	12,833	160,22	Anglogold Ashanti (40%) RangoldResources (40%) Etat Malien (20%)
Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA)	0,50	43,94	Avnel Gold (80%) Etat Malien (20%)
Société des Mines d'Or de Syama (SOMISY)	1,376	141,7	ResoluteMining (80%) Etat Malien (20%)
Société d'exploitation des Mines d'Or de Sadiola (SEMOS)	12,317	159,31	Anglogold Ashanti (38%) Iamgold (38%) IFC (6%) Etat Malien (18%)
Tambaoura Mining Co SA (TAMICO)	1,741	100,5	Avion Resources (80%)

Sociétés opérantes	Production 2009 en tonnes	Réserves en tonnes	Propriétaires
			Etat Malien (20%)
Wassoul'or (*)	-	-	-
Ségala MiningCompany (SEMICO)	1,712	60	Avion Resources (80%) Etat Malien (20%)

(\*) Société non entrée en production

Le 2 août 2006, le Gouvernement du Mali, par une lettre du Ministre de l'Economie et des Finances, a formulé sa déclaration d'engagement à l'ITIE. Le 27 septembre 2007, le Mali a été accepté comme pays candidat à l'ITIE.

En août 2007, le Comité de Pilotage de l'ITIE et le Secrétariat Permanent ont été mis en place et un plan de travail pour les années 2008-2009-2010 a été préparé et publié.

Un nouveau plan triennal 2010-2012 a également été élaboré et adopté et sa mise en œuvre continue.

Ensuite, au moyen d'un décret ministériel, le Gouvernement du Mali a mis en place une structure pour la mise en œuvre de l'ITIE. Le Ministre des Mines, dirige le Groupe Multipartite de l'ITIE.

Le Comité de Supervision définit les lignes politiques et les stratégies d'action principales. Le Comité de Pilotage est en charge de la mise en place des décisions adoptées. Les deux comités comptent sur la participation des parties prenantes du Gouvernement, des entreprises et de la société civile. Ils sont aidés par le Secrétariat Permanent.

Le Comité de Pilotage a été structuré en 3 commissions :

- La Commission « collecte et audit » chargée de la conception et du suivi de toutes les actions relatives aux opérations d'audit et notamment de l'élaboration des Termes de Référence et des formulaires de déclaration et de la réception des résultats des audits.
- La Commission « renforcement des capacités » chargée du renforcement des capacités de toutes les parties prenantes à l'activité extractive.
- La Commission « communication » chargée de produire une information exhaustive et facile d'accès. Elle doit, par ailleurs, élaborer des plans de communication favorisant le débat public autour des activités du secteur minier.

Le Secrétariat Permanent a pour rôle d'être le point focal de la mise en œuvre de l'ITIE au Mali.

Le premier rapport ITIE couvrant l'année 2006 a été approuvé le 9 décembre 2009. Un second rapport ITIE couvrant la période 2007-2008 a été publié début juin 2011.

En date du 29 août 2011, le Conseil d'Administration de l'ITIE a accordé au Mali le statut de pays Conforme à l'ITIE. Conformément à l'exigence ITIE n° 21, le Mali doit continuer à respecter l'ensemble des exigences pour conserver son statut de pays conforme. Il doit notamment :

- continuer à respecter les principes et critères de l'ITIE ainsi que les exigences 1 à 20, y compris celle relative à la soumission de rapports de façon régulière et en temps opportun ;
- se soumettre à une nouvelle validation au bout de cinq ans ; et
- préparer et publier un rapport tous les ans sur les activités de l'année précédente.

## 2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION

### 2.1 Objectifs de la mission

Notre travail de réconciliation des flux des paiements effectués par les entreprises dans l'industrie extractive et les revenus perçus par l'Etat, comprend selon les Termes de Référence :

- organiser une formation à l'intention des structures impliquées dans la collecte des données ITIE ;
- faire le rapprochement entre les flux des paiements effectués par les entreprises dans l'industrie extractive et les réconcilier avec les revenus perçus par les administrations ou toutes autres personnes morales rentrant dans le champ de l'audit ;
- vérifier la conformité de ces flux au regard des régimes fiscaux définis par les conventions d'établissement ;
- faire la situation des avances et des retards de paiement ;
- faire la situation de crédits d'impôts et de taxes et de leurs remboursements ;
- formuler des modes de collecte à même d'assurer une parfaite transparence des transactions ; et
- faire toute recommandation utile pour corriger les insuffisances et dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre de l'ITIE au Mali.

### 2.2 Les sociétés minières faisant l'objet de la réconciliation

Selon les Termes de Référence le champ des sociétés faisant l'objet de la réconciliation des flux des paiements doit couvrir quarante-quatre (44) sociétés comprenant :

- les sociétés minières en exploitation ;
- Les sociétés d'exploration minière et pétrolière en phase avancée de recherche ; et
- Les sociétés sous-traitantes dans le secteur minier.

Sur ce total :

- quatre (4) sociétés ont été doublement mentionnées et deux (2) n'avaient pas d'existence en 2009 ; ces sociétés ont été supprimées de la liste des sociétés à réconcilier. Il s'agit des sociétés : North Atlantic, Robex N'Gary Sa, Sahara Mining, JV ENI-SIPEX, Mali OilDevelopment et MARS ; et
- six (6) nouvelles déclarations ont été soumises pour des sociétés n'ayant pas été prévues dans les Termes de Référence. Ces sociétés ont été ajoutées à la liste des sociétés à réconcilier. Il s'agit des sociétés suivantes : Etruscan Ressources Bermuda Ltd, Société HeritageOil Block 7, Société HeritageOil Block 11, MOH Oil PVT Ltd, JV Falcon Martagon et ENI Mali.

### 2.3 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés minières

Selon les Termes de Référence les administrations de perception des impôts, droits, taxes et cotisations sont les suivantes :

- le Trésor Public pour toutes les taxes sur la production et le bénéfice industriel ainsi que la totalité des taxes sur les intrants à l'exception des cotisations sociales. En pratique, il s'agit de la Direction des Grandes Entreprises et la Direction Générale des Douanes ;
- la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre pour les taxes sur le patrimoine et les dividendes de l'Etat-actionnaire ; et
- l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).

## 2.4 Les taxes soumises aux travaux de réconciliation

Les droits, impôts, taxes et cotisations entrant dans le champ de nos travaux de réconciliation sont répartis en quatre catégories et se détaillent comme suit :

### 2.4.1 Revenus perçus sur la production et impôts sur les bénéfices

- La taxe ad valorem pour les sociétés soumises au régime fiscal prévu par le code minier de 1991 : Elle représente une redevance calculée au taux de 3% sur la valeur carreau mine des produits extraits.
- La contribution pour prestations de services rendus pour les sociétés soumises au régime fiscal prévu par le code minier de 1991 : Elle est calculée en appliquant un taux de 3% sur la valeur carreau mine des produits extraits.
- L'impôt spécial sur certains produits pour les sociétés soumises obligatoirement ou par option au régime fiscal prévu par le code minier de 1999: Elle est calculée en appliquant un taux de 3% au chiffre d'affaires mensuel diminué des frais liés à l'affinage, au transport, aux commissions, etc.
- Les dividendes issus des participations : les dividendes sont versés au titre des actions détenues par l'Etat dans les entreprises minières. Il s'agit des flux financiers versés au titre de chaque exercice fiscal.
- L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières : cet impôt est dû sur le montant des dividendes, des intérêts et des jetons de présence versés aux administrateurs. Cet impôt est calculé en appliquant un taux de 10% sur les dividendes distribués et de 18 % sur le montant des jetons de présence servis. Les taux des intérêts varient de 9 à 15%.
- L'impôt sur les sociétés : l'impôt sur les sociétés est acquitté au taux en vigueur appliqué au bénéfice imposable. Le bénéfice imposable est déterminé suivant les règles du SYSCOA (Système Comptable Ouest Africain) et les dispositions du Code Général des Impôts couplées aux règles spécifiques à l'industrie minière (constitution de provision pour réhabilitation du site minier, provisions pour reconstitution de gisement). Le taux de l'impôt est actuellement de 35%.

### 2.4.2 Revenus sur le patrimoine

- La redevance superficière : cet impôt est la taxe due par les titulaires de titres miniers, à raison de la détention de ce titre.
- Les droits de patente professionnelle : ces droits sont liquidés conformément aux dispositions du Code Général des Impôts et dont le produit alimente le budget de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le site minier.
- Autres : toutes taxes nationales ou locales acquittées : taxe de voirie, taxe de développement régional et local et autres.

### 2.4.3 Taxes sur les intrants et autres taxes

- Les taxes assises sur le salaire, calculées au taux de 8,5% du montant brut des rémunérations allouées aux employés de l'entreprise :
  - la contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFE - 3,5 %) ;
  - la taxe de formation professionnelle (TFP - 2%) ;
  - la taxe emploi jeune (TEJ - 2%) ; et
  - la taxe logement (TL - 1% de la masse salariale).
- La taxe sur la valeur ajoutée : elle est acquittée suivant les règles édictées par le Code Général des Impôts, au taux de 18%. Cette rubrique concerne toute TVA acquittée en dehors de la retenue de TVA.
- Les droits de douane : ce sont les droits dus sur les importations, acquittés au cordon douanier, y compris les droits de douane sur carburant payés à travers les fournisseurs et les redevances informatiques. Les montants inscrits sous cette rubrique incluent également le PC (Prélèvement

Communautaire) le PCS (Prélèvement Communautaire de Solidarité) et la contribution au Programme de Vérification des Importations (PVI). L'ADIT (Avance sur Divers Impôts et Taxes) a été exclue du champ de la réconciliation vu que cet impôt est une avance payée par les contribuables, qui sera imputée sur les montants dus ultérieurement par le biais de la compensation.

- Autres taxes : sont classés sous cette rubrique les droits d'enregistrement, les vignettes, les taxes sur les contrats d'assurances et autres.

#### 2.4.4 Retenues à la source et cotisations sociales

- L'impôt sur les traitements et salaires : l'impôt sur les traitements et salaires est retenu par l'employeur ou la partie versante pour le compte du Trésor. Cet impôt est dû sur le montant net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments ainsi que de tout autre avantage en argent ou en nature accordé aux intéressés. Cet impôt est calculé par l'application au revenu imposable des taux d'impositions conformément au barème et aux abattements prévus dans le Code Générale des Impôts.
- La retenues d'Impôt sur les Bénéfices (IBIC) : les entreprises privées doivent opérer une retenue à la source de 17,5% sur le montant brut versé à tout prestataire de services, non titulaire d'un numéro d'identification fiscale, en contrepartie d'une prestation de service dont l'imposition est prévue par l'Article 43 du Code Général des Impôts.

Cette retenue est due aussi sur les versements effectués aux personnes n'ayant pas d'installation permanente au Mali.

- Retenues de TVA : les sociétés minières et pétrolières ainsi que leurs affiliés et sous-traitants, à l'occasion d'acquisitions de biens et services auprès de certaines entreprises, sont tenues de retenir à la source et de reverser le montant de la taxe sur la valeur ajoutée figurant sur les factures et décomptes qui leur sont adressés pour paiement.
- INPS : l'Employeur a l'obligation de déclarer et de payer les cotisations sociales.

Pour le personnel permanent, la cotisation patronale varie entre 17,4% et 20,4 % et la part ouvrière est fixée à 3,6%. Le total des cotisations varie entre 21% à 24% y compris la taxe ANPE pour tous les employeurs.

Pour le personnel occasionnel, le taux est invariablement fixé à 22%.

L'assiette des cotisations comprend l'ensemble des rémunérations, salaires ou gains y compris les avantages en nature et indemnités diverses à l'exception de celles ayant un caractère de remboursement de frais supportés par le travailleur.

Cette rubrique inclue notamment tout paiement effectué au titre de la sécurité sociale auprès d'une Caisse nationale.

#### 2.4.5 Contributions volontaires au développement local

Elles concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local. Sont concernées dans cette rubrique entre autres : les infrastructures sanitaires, scolaires, routières, maraîchages et celles d'appui aux actions agricoles.

Le Comité de Pilotage a décidé dans sa réunion du 16 mai 2011 d'exclure les contributions volontaires au développement local du champ de la réconciliation. Cette exclusion a été motivée par l'absence d'une structure étatique bien définie qui perçoit ses contributions. En effet, les entreprises minières procèdent aux paiements de ces contributions directement aux bénéficiaires finaux à savoir les communes, les associations et les populations. Elles procèdent aussi à des travaux de construction (barrages, routes, écoles, centres de soin) et de réaménagement.

Par conséquent, il est très difficile de disposer d'information émanant des bénéficiaires afin de procéder à la contradiction des chiffres. La seule information disponible sera celle des sociétés minières.

### 3. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Notre mission de réconciliation a été effectuée en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'éthique de l'IFAC.

#### 3.1 Approche

Notre visite au Secrétariat Permanent de l'ITIE à Bamako a commencé le 24 octobre 2011 par une réunion d'ouverture au cours de laquelle nous avons discuté des objectifs de la mission, des différentes étapes à entreprendre ainsi que du calendrier de l'intervention. Etaient présents à cette réunion :

Nom & prénom	Organisation	Fonction
M. DjibouroulaTogola	Ministère des Mines	Secrétaire Permanent ITIE
M. Mamadou YAFFA	Ministère des Mines	Juriste / Secrétariat Permanent ITIE
M. Riadh Aouissi	Moore Stephens IFI	Audit Manager

Pendant notre première semaine d'intervention, nous avons tenu des réunions avec les différents responsables clés des administrations de perception. L'objectif était d'approfondir notre compréhension du champ de la réconciliation et de comprendre les mécanismes de collecte des différents impôts et taxes.

Nous avons également examiné le modèle de déclaration préparé par le Comité de Pilotage et nous y avons introduit quelques modifications pour une meilleure collecte des données.

Un séminaire de formation pour le renforcement des capacités a été tenu le 28 octobre 2011 afin de présenter aux différentes sociétés et administrations rentrant dans le champ de réconciliation la méthodologie de renseignement des fiches de déclaration. A l'occasion, nous avons étayé les problèmes rencontrés lors de la précédente réconciliation et les différentes solutions proposées pour y remédier ainsi que les spécificités de certaines taxes et discuté de la meilleure façon de les déclarer.

Nous avons effectué la première étape des travaux de réconciliation entre le 9 et le 18 novembre 2011. Cette étape a consisté en l'examen des déclarations reçues des entreprises minières et des administrations de perception afin de détecter les éventuelles erreurs d'imputation.

Nous avons constaté qu'il y avait un certain nombre de déclarations qui n'avaient pas été soumises ce qui a retardé les travaux de réconciliation. Nous avons pris contact avec les entreprises et administrations défaillantes afin de les inciter à soumettre leurs déclarations dans les plus brefs délais.

Nous avons créé des feuilles de calcul pour chaque société. L'information financière fournie sur les déclarations a été saisie pour les sociétés et les administrations. Il est utile de noter à ce niveau que les entreprises minières et les administrations n'ont pas systématiquement fourni avec leurs déclarations un détail par taxe permettant d'identifier les dates des paiements, les numéros des quittances, le lieu de paiement ou autres.

En l'absence des données détaillées nous avons pris contact avec les entreprises minières et pétrolières afin de nous fournir des états détaillés des montants inclus dans les déclarations. Par la suite nous avons effectué des visites aux différentes administrations perceptrices des paiements afin de demander des informations supplémentaires sur les déclarations.

Malgré plusieurs relances, certaines sociétés n'ont remis leurs déclarations que les derniers jours de l'intervention et plusieurs autres n'ont pas envoyé de déclarations. Cette situation n'a pas permis

l'examen de toutes les taxes déclarées par les entreprises minières et pétrolières. Ceci a engendré plusieurs écarts non justifiés.

Suite à la réception de données supplémentaires, nous avons effectué une deuxième intervention du 13 au 16 décembre 2011, ce qui nous a permis d'expliquer une grande partie des écarts.

Cependant, certaines données ont demeuré toujours inexploitables, en l'occurrence celles émanant de certaines sociétés et relatives aux droits de douanes, ce qui n'a pas permis d'apurer ou d'expliquer l'origine de tous les écarts (Voir Section 4 – Résultats des travaux).

Nous avons enfin tenu un atelier de validation en date du 29 décembre 2011 où nous avons discuté les conclusions du rapport avec les partenaires de l'ITIE.

## **3.2 Méthodologie adoptée**

### **3.2.1 Déclarations de paiements – Collecte des données**

Le Secrétariat Permanent ne dispose pas d'une base de données à jour contenant les informations et coordonnées des entreprises opérant dans le secteur minier et pétrolier (numéro de téléphone, adresse email, numéros d'immatriculation fiscale et numéros d'immatriculation à l'INPS). Cette situation a engendré beaucoup de retards lors de la collecte des données détaillées. Plusieurs sociétés n'ont pas pu être contactées jusqu'à la date de rédaction de ce rapport combien même elles étaient comprises dans le périmètre de réconciliation.

Les entreprises minières et les administrations ont été invitées à remplir et soumettre, selon le modèle de déclaration, les paiements d'impôts, droits, taxes et cotisations au titre de l'exercice 2009.

Il est à signaler que vu les délais imposés pour la préparation du rapport, il a été initialement octroyé un délai d'une semaine seulement pour la soumission des déclarations, délai jugé très court et qui, de surcroît, n'a pas été respecté. Ainsi, la soumission des déclarations sur les flux de paiement a été effectuée avec beaucoup de retards au point que certaines entreprises minières et administrations ont fourni leurs déclarations très tardivement ou ont été incapables de fournir une déclaration.

Certaines entreprises minières et pétrolières et administrations perceptrices n'ont pas fourni avec leurs déclarations un détail par taxe permettant d'identifier les dates des paiements, les numéros des quittances ou les lieux des paiements. En l'absence des données détaillées nous avons pris contact avec les entreprises minières et les différentes administrations perceptrices afin de demander des informations supplémentaires sur les déclarations.

### **3.2.2 Paiements de droits, impôts, taxes et cotisations**

Selon le modèle de déclaration, quatre types de paiements ont été recensés :

- montants payés en numéraire par des déclarations spontanées ;
- montants payés en numéraire suite à un redressement fiscal ;
- montants payés par compensation ;
- montants payés d'avance.

Au niveau des déclarations soumises par les administrations perceptrices, nous avons noté une nette amélioration par rapport à l'exercice de réconciliation précédent. En effet, les administrations ont soumis des déclarations accompagnées de la majorité des détails nécessaires.

Bien qu'une grande partie des sociétés ait fourni des déclarations accompagnées des détails des impôts et taxes, certaines n'ont pas fourni de détail, d'autres n'ont fourni qu'une information partielle ou incomplète.

### **Problème des paiements par compensation**

La compensation est un procédé utilisé par l'Administration fiscale Malienne pour rembourser les crédits d'impôts dus aux sociétés minières et pétrolières. Il consiste en l'imputation des crédits d'impôts sur les paiements lors des dépôts des déclarations. Les sociétés disposant d'un crédit d'impôt vis-à-vis de l'Etat demandent auprès du Trésor Public une autorisation d'imputation de ce crédit lors du dépôt d'une déclaration. Lorsque cette demande est approuvée, le contribuable procède au paiement des taxes déduction faite du crédit d'impôt dû par l'Etat.

La compensation a des implications sur la réconciliation des flux de paiement, qui consistent essentiellement dans le décalage temporel entre la date de dépôt de la déclaration par la société (paiement d'impôt) et l'enregistrement de l'opération issue de la compensation au niveau de l'administration perceptrice.

En effet, le contribuable enregistre le paiement de l'impôt dans ses comptes lors du dépôt de la déclaration. Cette dernière a été effectuée en partie en numéraire et en partie par compensation. Cependant l'Administration Publique procède uniquement à l'enregistrement des montants payés par numéraire à la date du dépôt de la déclaration. Les paiements effectués par compensation ne sont enregistrés que lorsque l'administration perceptrice des impôts reçoit du Trésor Public le paiement du crédit imputé au nom du contribuable.

Ce décalage temporel d'enregistrement des paiements/perceptions d'impôt entre le contribuable et l'Administration publique engendre des difficultés dans les travaux de rapprochement entre les deux sources d'information étant donné que le processus de réconciliation est effectué annuellement. Cette difficulté de rapprochement est aggravée par le fait que certains paiements par compensation relatifs à un exercice comptable sont remboursés par le Trésor Public dans les exercices futurs.

Aucune position claire pour le traitement des paiements par compensation n'a été adoptée par le Comité de Pilotage. Les instructions jointes au modèle de déclaration sont muettes à ce sujet.

Face à ce problème récurrent, nous avons adopté l'approche qui a consisté en l'ajustement des montants déclarés par les administrations en ajoutant les paiements par compensation aux montants perçus par l'Etat. Cette approche a été motivée par les raisons suivantes :

- la contribution réelle du secteur minier à l'économie du pays au titre de l'année considérée doit tenir compte des paiements par compensation étant donné qu'il s'agit d'impôts dus et payés ;
- le mode de paiement par compensation est un procédé préconisé par l'Administration Fiscale pour éviter le remboursement des crédits d'impôts. Le retard dans l'exécution des paiements par compensation au niveau du Trésor Public est un problème interne qui n'est pas imputable au contribuable et ne peut pas être considéré pour reporter la prise en compte de ces paiements ; et
- il est difficile de suivre les paiements par compensation lors de leur perception par les Administrations Publiques étant donné que le remboursement de ces montants par le Trésor Public peut s'étaler sur plusieurs exercices. Sur le plan pratique, il est plus facile de s'assurer de la régularité de l'opération de compensation par rapport au contribuable (opération autorisée par le Trésor) et de l'intégrer comme paiement effectif au cours de l'exercice comptable considéré.

### **Problème de l'ADIT (Avances sur Divers Impôts et Taxes)**

L'ADIT est une avance payée par les contribuables à la Direction des Douanes. Son dénouement s'effectue par un remboursement sur demande ou par son imputation sur les montants dus ultérieurement au niveau de l'administration fiscale. Dans ce dernier cas, il fonctionne selon les mêmes principes que la compensation.

L'ADIT a été exclue du champ de la réconciliation lors de son paiement aux douanes pour ne pas aboutir à une double prise en compte.

Le problème de l'ADIT se situe à deux niveaux :

- Lors du paiement : les contribuables ont éprouvé des difficultés pour dissocier l'ADIT des autres droits et impôts payés à la Douane. Lorsque la réconciliation des droits de douane était possible, nous avons constaté que les contribuables l'ont effectivement inclus dans leur déclaration.
- Lors de l'utilisation du crédit de l'ADIT : Il s'est avéré que, chez les contribuables, l'utilisation du crédit de l'ADIT pour le paiement des impôts n'invoque pas nécessairement la notion de compensation bien qu'ils fonctionnent selon le même principe. Il en découle que certains contribuables n'ont pas déclaré les paiements d'impôt par utilisation de l'ADIT dans la catégorie des impôts payés par compensation mais l'ont déclaré comme paiements faits en numéraires. De ce fait, des écarts inexplicables ont apparu et qui n'avaient pu être résolus que par un examen minutieux des déclarations déposées à l'Administration Fiscale.

### **Problème des redressements fiscaux**

Le problème des redressements fiscaux est de même nature que le problème de la compensation. Il s'agit essentiellement d'un décalage temporel entre la date de paiement suite à un redressement fiscal et l'année d'imposition.

A ce niveau nous avons noté une nette amélioration lors du traitement des informations par l'Administration Fiscale. En effet, pour l'exercice 2009, les redressements fiscaux ont été rattachés à l'année de leur paiement.

### **3.2.3 Travaux de réconciliation**

Notre mandat est de faire le rapprochement entre les flux des paiements effectués par les entreprises et les réconcilier avec les revenus perçus par les administrations ou toutes autres personnes morales rentrant dans le champ de la réconciliation pour l'exercice 2009. Notre travail a inclus les étapes suivantes :

- le rapprochement des paiements déclarés par les entreprises avec les montants déclarés par les administrations. Ce rapprochement a été effectué taxe par taxe selon l'administration perceptrice ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et la recherche de leurs causes ;
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements peuvent être opérés sur les montants déclarés par les contribuables ou sur les montants déclarés par le gouvernement.

Plus précisément, les travaux réalisés sont les suivants :

- i. prise de connaissance générale des impôts, droits et taxes faisant l'objet de notre mission. Cette prise de connaissance a porté sur les différentes natures de taxes, les modalités de paiement, la périodicité des déclarations, les administrations perceptrices d'impôts, etc. ;
- ii. comparaison ligne par ligne des paiements signalés sur les déclarations des contribuables avec les recettes signalées sur les déclarations de l'administration ;
- iii. identification des incohérences au niveau des déclarations et détection des erreurs d'imputation ou de classification des taxes ;
- iv. demande d'explications et de clarifications auprès des entreprises et des administrations pour les incohérences détectées. Ces demandes ont été effectuées par téléphone, courrier électronique ou visite ;
- v. ajustement des incohérences et incorporation des chiffres finaux pour les entreprises et les administrations ;
- vi. identification des écarts par taxe entre les paiements déclarés par les entreprises et les recettes déclarées par l'Etat ;

- vii. visite des différentes administrations pour collecter le détail des montants figurant dans les déclarations des recettes ;
- viii. demande des détails par taxe auprès des entreprises pour les montants figurant dans leurs déclarations ;
- ix. rapprochement des données détaillées reçues des deux parties (entreprises et administrations) selon les taxes, les dates de paiement et mode de paiement (numéraire, par compensation ou redressement fiscal) ;
- x. analyse des justifications apportées par les deux parties et catégorisation des natures des écarts ;
- xi. ajustement des écarts justifiés tant au niveau des montants déclarés par les entreprises que pour les administrations ; et
- xii. finalisation des travaux et préparations des états de synthèse.

#### **3.2.4 Elaboration du rapport**

Ce rapport détaille les résultats des travaux de réconciliation et comprend :

- les conclusions chiffrées des travaux de rapprochement des flux des paiements effectués par les entreprises et les montants perçus par l'Etat ;
- les constatations sur les défaillances relevées sur le plan organisationnel et les insuffisances du système ITIE qui ont un impact sur les travaux de réconciliation des flux des paiements ; et
- des recommandations pour palier aux insuffisances et défaillances relevées pour les exercices futurs.

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

Nous présentons ci-dessous les résultats détaillés des travaux de réconciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les contribuables et les montants reçus par les différentes administrations.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons faits suite aux travaux de réconciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

### **4.1 Tableaux de réconciliation par société**

Nous présentons dans le tableau ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiement rapportés par les sociétés et les flux d'avantage reçus rapportés par les différentes administrations perceptrices.

Ce tableau inclut les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés et des déclarations des administrations, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de réconciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de réconciliation détaillés pour chaque société sont présentés en Annexe 3.

Chiffres en K FCFA

N°	Société	Déclarations initiales			Ajustements			Chiffres après ajustement		
		Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence
<b>Sociétés en phase d'exploitation</b>		<b>163 643 934</b>	<b>173 132 902</b>	<b>(9 488 968)</b>	<b>739 230</b>	<b>(845 470)</b>	<b>1 584 700</b>	<b>164 383 164</b>	<b>172 287 432</b>	<b>(7 904 268)</b>
1	Société d'Exploitation des Mines d'Or de YATELA (YATELA)	24 844 129	28 073 964	(3 229 835)	(2 132 200)	(5 391 708)	3 259 508	22 711 929	22 682 256	29 673
2	Société des Mines d'Or de LOULOU (SOMILO)	12 512 315	19 575 165	(7 062 850)	(674 737)	(63 464)	(611 273)	11 837 578	19 511 701	(7 674 123)
3	Société des Mines de MORILA (MORILA)	61 113 871	60 882 204	231 667	4 562 666	4 396 242	166 424	65 676 537	65 278 446	398 091
4	Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA)	1 652 419	1 565 745	86 674	(71 218)	(34 739)	(36 479)	1 581 201	1 531 006	50 195
5	Société des Mines d'Or de SYAMA (SOMISY)	3 931 780	3 646 873	284 907	39 403	321 121	(281 718)	3 971 183	3 967 994	3 189
6	Société d'Exploitation des Mines d'Or de SADIOLA (SEMOS)	57 615 331	57 784 771	(169 440)	(988 880)	(480 294)	(508 586)	56 626 451	57 304 477	(678 026)
7	Tamboura Mining CO SA (TAMICO)	1 227 104	1 263 214	(36 110)	5 105	8 027	(2 922)	1 232 209	1 271 241	(39 032)
8	Wassoul'or	5 102	4 688	414	(909)	-	(909)	4 193	4 688	(495)
9	SegalaMiningCompany (SEMICO)	741 883	336 278	405 605	-	399 345	(399 345)	741 883	735 623	6 260
<b>Sociétés minières en phase de recherche avancée</b>		<b>247 533</b>	<b>337 276</b>	<b>(89 743)</b>	<b>8 326</b>	<b>4 606</b>	<b>3 720</b>	<b>255 859</b>	<b>341 882</b>	<b>(86 023)</b>
10	North Atlantic Ressources	3 302	1 740	1 562	30	-	30	3 332	1 740	1 592
11	Etruscan Ressources Mali SARL	40 336	39 532	804	-	-	-	40 336	39 532	804
12	Etruscan Ressources Bermuda Ltd	14 848	14 887	(39)	-	-	-	14 848	14 887	(39)
13	Page Management	-	2 238	(2 238)	-	-	-	-	2 238	(2 238)
14	New Gold Mali	32 916	28 081	4 835	(2 246)	-	(2 246)	30 670	28 081	2 589
15	Axmin Mali (Ex Africa Gold)	-	80 404	(80 404)	-	(4 130)	4 130	-	76 274	(76 274)
16	GlencarMining	44 227	47 571	(3 344)	10 542	4 175	6 367	54 769	51 746	3 023
17	Songhoï Ressources	-	35 138	(35 138)	-	-	-	-	35 138	(35 138)
18	Great QuestMetals	-	2 646	(2 646)	-	-	-	-	2 646	(2 646)
19	Tichitt Sa	2 427	-	2 427	-	-	-	2 427	-	2 427
20	Touba Mining JvMerrex Gold Inc	4 691	3 624	1 067	-	1 811	(1 811)	4 691	5 435	(744)

N° Société	Déclarations initiales			Ajustements			Chiffres après ajustement		
	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence
21 Mali Gold Mining	353	-	353	-	-	-	353	-	353
22 Golden Spear	14 565	11 841	2 724	-	2 750	(2 750)	14 565	14 591	(26)
23 Robex	30 315	10 838	19 477	-	-	-	30 315	10 838	19 477
24 Mali MineralResources	59 553	58 736	817	-	-	-	59 553	58 736	817
<b>Sociétés pétrolières en phase de recherche avancée</b>	<b>613 021</b>	<b>289 539</b>	<b>323 482</b>	<b>(117 754)</b>	<b>18 013</b>	<b>(135 767)</b>	<b>495 267</b>	<b>307 552</b>	<b>187 715</b>
25 Société HeritageOil Block 7	147 949	36 307	111 642	(402)	7 515	(7 917)	147 547	43 822	103 725
26 Société HeritageOil Block 11	210 105	36 307	173 798	(402)	521	(923)	209 703	36 828	172 875
27 Mali Petroleum SA	-	1 012	(1 012)	-	-	-	-	1 012	(1 012)
28 Sipex	-	39 716	(39 716)	14 726	-	14 726	14 726	39 716	(24 990)
29 Petroma	-	9 399	(9 399)	9 399	-	9 399	9 399	9 399	-
30 Afex Global	142 467	15 783	126 684	(126 473)	-	(126 473)	15 994	15 783	211
31 MOH Oil PVT Ltd	-	7 412	(7 412)	7 412	-	7 412	7 412	7 412	-
32 JV Falcon Martagon	-	9 986	(9 986)	9 986	-	9 986	9 986	9 986	-
33 ENI Mali	-	133 617	(133 617)	80 500	9 977	70 523	80 500	143 594	(63 094)
34 SelierEnergy	112 500	-	112 500	(112 500)	-	(112 500)	-	-	-
<b>Sociétés de Sous-traitance</b>	<b>6 774 841</b>	<b>2 913 875</b>	<b>3 860 966</b>	<b>(120 062)</b>	<b>305 411</b>	<b>(425 473)</b>	<b>6 654 779</b>	<b>3 219 286</b>	<b>3 435 493</b>
35 MoolmanMiningYatela	-	31 050	(31 050)	-	-	-	-	31 050	(31 050)
36 AfricanMining Services	-	240 680	(240 680)	-	-	-	-	240 680	(240 680)
37 BCM - Bay Xater Construction And Mining	6 006 782	2 120 020	3 886 762	(78 682)	319 760	(398 442)	5 928 100	2 439 780	3 488 320
38 MARS - Mining And Rechandling Service	-	409	(409)	-	-	-	-	409	(409)
39 SFTP - Société de Forage et Travaux Publics	302 406	82 259	220 147	(32 387)	(14 349)	(18 038)	270 019	67 910	202 109
40 PW Mining International Limited	465 653	439 457	26 196	(8 993)	-	(8 993)	456 660	439 457	17 203
<b>Totaux</b>	<b>171 279 329</b>	<b>176 673 592</b>	<b>(5 394 263)</b>	<b>509 740</b>	<b>(517 440)</b>	<b>1 027 180</b>	<b>171 789 069</b>	<b>176 156 152</b>	<b>(4 367 083)</b>

## 4.2 Tableaux de réconciliation par nature de taxe

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les sociétés et par les administrations perceptrices après avoir tenu compte des ajustements.

Chiffres en K FCFA

Code	Intitulé	Déclarations initiales			Ajustements			Chiffres après ajustement		
		Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence
<b>I</b>	<b>Revenus perçus sur la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>129 390 004</b>	<b>129 049 353</b>	<b>340 651</b>	<b>815 337</b>	<b>568 161</b>	<b>247 176</b>	<b>130 205 341</b>	<b>129 617 514</b>	<b>587 827</b>
I.1	Taxe ad valorem	17 502 764	20 513 474	(3 010 710)	3 731 926	721 217	3 010 709	21 234 690	21 234 691	(1)
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	17 313 715	15 171 650	2 142 065	-	1 378 474	(1 378 474)	17 313 715	16 550 124	763 591
I.3	Impôt spécial sur certains produits	203 090	203 090	-	-	-	-	203 090	203 090	-
I.4	Dividendes	20 707 073	20 260 907	446 166	(446 166)	-	(446 166)	20 260 907	20 260 907	-
I.5	IRVM	3 750 151	3 754 036	(3 885)	(711)	363 785	(364 496)	3 749 440	4 117 821	(368 381)
I.6	Impôts sur les sociétés	69 913 211	69 146 196	767 015	(2 469 712)	(1 895 315)	(574 397)	67 443 499	67 250 881	192 618
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>2 377 547</b>	<b>312 864</b>	<b>2 064 683</b>	<b>56 844</b>	<b>1 803 558</b>	<b>(1 746 714)</b>	<b>2 434 391</b>	<b>2 116 422</b>	<b>317 969</b>
II.1	Redevances superficielles	281 737	312 864	(31 127)	56 844	2 456	54 388	338 581	315 320	23 261
II.2	Patentes	2 081 353	-	2 081 353	-	1 801 102	(1 801 102)	2 081 353	1 801 102	280 251
II.3	Autres	14 457	-	14 457	-	-	-	14 457	-	14 457
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>18 752 485</b>	<b>21 936 473</b>	<b>(3 183 988)</b>	<b>(498 869)</b>	<b>(119 458)</b>	<b>(379 411)</b>	<b>18 253 616</b>	<b>21 817 015</b>	<b>(3 563 399)</b>
III.1	Taxe logement	298 565	418 622	(120 057)	(9 565)	(125 733)	116 168	289 000	292 889	(3 889)
III.2	Taxe de formation professionnelle	702 100	559 645	142 455	(197 808)	(44 644)	(153 164)	504 292	515 001	(10 709)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	1 128 361	1 238 496	(110 135)	(13 910)	(87 141)	73 231	1 114 451	1 151 355	(36 904)
III.4	Taxe Emploi Jeune	441 236	429 157	12 079	(79)	14 100	(14 179)	441 157	443 257	(2 100)
III.5	TVA	8 504 130	12 017 782	(3 513 652)	-	-	-	8 504 130	12 017 782	(3 513 652)
III.6	Droits de douane	7 546 773	7 272 771	274 002	(277 507)	123 960	(401 467)	7 269 266	7 396 731	(127 465)
III.7	Autres taxes	131 320	-	131 320	-	-	-	131 320	-	131 320

Code	Intitulé	Déclarations initiales			Ajustements			Chiffres après ajustement		
		Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>20 759 293</b>	<b>25 374 902</b>	<b>(4 615 609)</b>	<b>136 428</b>	<b>(2 769 701)</b>	<b>2 906 129</b>	<b>20 895 721</b>	<b>22 605 201</b>	<b>(1 709 480)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	8 055 686	8 406 993	(351 307)	(159 438)	(432 386)	272 948	7 896 248	7 974 607	(78 359)
IV.2	Retenues BIC	2 386 471	3 337 913	(951 442)	4 677	(869 252)	873 929	2 391 148	2 468 661	(77 513)
IV.3	Retenues TVA	3 645 412	7 347 690	(3 702 278)	751 567	(1 467 771)	2 219 338	4 396 979	5 879 919	(1 482 940)
IV.4	Autres retenues à la source	5 882	-	5 882	-	2 891	(2 891)	5 882	2 891	2 991
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	6 665 842	6 282 306	383 536	(460 378)	(3 183)	(457 195)	6 205 464	6 279 123	(73 659)
	<b>Totaux</b>	<b>171 279 329</b>	<b>176 673 592</b>	<b>(5 394 263)</b>	<b>509 740</b>	<b>(517 440)</b>	<b>1 027 180</b>	<b>171 789 069</b>	<b>176 156 152</b>	<b>(4 367 083)</b>

## 4.3 Les ajustements

### 4.3.1 Pour les sociétés

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés peuvent être résumés comme suit :

Ajustement des montants déclarés par les Sociétés	K FCFA
Paiements non pris en compte (a)	4 799 724
Paiements non effectués courant l'année (b)	(2 920 620)
Taxes payées sur un autre NIF (c)	(646 831)
Taxes comptabilisées deux fois (d)	(609 293)
Taxes hors champ de la réconciliation (e)	(112 500)
Différence entre montant quittance et montant reporté (f)	(740)
<b>Total des ajustements sur les déclarations des sociétés</b>	<b>509 740</b>

- (a) Les plus importants ajustements concernent les impôts et taxes pris en compte chez les administrations et non chez les sociétés. Il s'agit essentiellement d'omissions de déclarer certaines quittances de la part de :
- MORILA au titre de la TAV et la retenue TVA pour des montants respectifs de 3 700 000 000 FCFA et 737 759 000 FCFA ;
  - ENI Mali au titre de la redevance superficière pour 80 500 K FCFA.
- (b) Il s'agit de flux déclarés mais qui sont payés hors période de réconciliation à savoir payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou après le 31 décembre 2009. Il s'agit essentiellement de :
- Yatela au titre de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 1 901 182 000 FCFA ;
  - SEMOS au titre de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 568 530 000 FCFA ; et
  - Selier Energy pour la redevance superficière et la taxe de formation professionnelle pour un montant total de 112 500 000 FCFA.
- (c) Cet ajustement concerne exclusivement la société SOMILO. Il s'agit d'impôts et taxes payés par la société Union Prestataire de Services (UPS) et déclarés par SOMILO.
- (d) Il s'agit de taxes prises en compte doublement. Ces ajustements concernent :
- Yatela au titre de l'ADIT qui a été incluse dans les droits de douanes pour un montant de 163 127 000 FCFA ; et
  - SEMOS au titre de l'IRVM qui a été déclaré en plus au niveau des dividendes bruts payés à l'Etat pour un montant de 446 166 000 FCFA.
- (e) Cet ajustement concerne des taxes déclarées par la Société Afex Global mais qui sont hors champ de la réconciliation pour un montant de 112 500 000 FCFA.
- (f) Ces ajustements concernent des erreurs de déclaration détectées suite à la comparaison des montants reportés avec les quittances de paiement.

Les ajustements opérés sur les montants déclarés par les sociétés se détaillent comme suit :

Chiffres en K FCFA

Société	Ajustements contribuable						
	Paiement non effectué courant l'année	Taxe comptabilisée deux fois	Taxe payée sur un autre NIF	Taxe hors champ de la réconciliation	Différence entre montant quittance et montant reporté	Paiement non pris en compte	Total des ajustements
<b>Sociétés en phase d'exploitation</b>	<b>(2 758 710)</b>	<b>(609 293)</b>	<b>(646 831)</b>	<b>-</b>	<b>86 935</b>	<b>4 667 129</b>	<b>739 230</b>
Société d'Exploitation des Mines d'Or de YATELA (YATELA)	(2 015 562)	(163 127)	-	-	600	45 889	(2 132 200)
Société des Mines d'Or de LOULOU (SOMILO)	(27 906)	-	(646 831)	-	-	-	(674 737)
Société des Mines de MORILA (MORILA)	-	-	-	-	61 428	4 501 238	4 562 666
Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA)	(145 912)	-	-	-	-	74 694	(71 218)
Société des Mines d'Or de SYAMA (SOMISY)	-	-	-	-	-	39 403	39 403
Société d'Exploitation des Mines d'Or de SADIOLA (SEMOS)	(568 530)	(446 166)	-	-	25 816	-	(988 880)
Tamboura Mining CO SA (TAMICO)	(800)	-	-	-	-	5 905	5 105
Wassoul'or	-	-	-	-	(909)	-	(909)
<b>Sociétés minières en phase de recherche avancée</b>	<b>(2 246)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 572</b>	<b>8 326</b>
North Atlantic Ressources	-	-	-	-	-	30	30
New Gold Mali	(2 246)	-	-	-	-	-	(2 246)
GlencarMining	-	-	-	-	-	10 542	10 542
<b>Sociétés pétrolières en phase de recherche avancée</b>	<b>(127 277)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(112 500)</b>	<b>-</b>	<b>122 023</b>	<b>(117 754)</b>
Société HeritageOil Block 7	(402)	-	-	-	-	-	(402)
Société HeritageOil Block 11	(402)	-	-	-	-	-	(402)
Sipex	-	-	-	-	-	14 726	14 726
Petroma	-	-	-	-	-	9 399	9 399
Afex Global	(13 973)	-	-	(112 500)	-	-	(126 473)
MOH Oil PVT Ltd	-	-	-	-	-	7 412	7 412

Société	Ajustements contribuable						
	Paiement non effectué courant l'année	Taxe comptabilisée deux fois	Taxe payée sur un autre NIF	Taxe hors champ de la réconciliation	Différence entre montant quittance et montant reporté	Paiement non pris en compte	Total des ajustements
JV Falcon Martagon	-	-	-	-	-	9 986	9 986
ENI Mali	-	-	-	-	-	80 500	80 500
SelierEnergy	(112 500)	-	-	-	-	-	(112 500)
<b>Sociétés de Sous-traitance</b>	<b>(32 387)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(87 675)</b>	<b>-</b>	<b>(120 062)</b>
BCM - Bay Xater Construction And Mining	-	-	-	-	(78 682)	-	(78 682)
SFTP - Société de Forage et Travaux Publics	(32 387)	-	-	-	-	-	(32 387)
PW Mining International Limited	-	-	-	-	(8 993)	-	(8 993)
<b>Totaux</b>	<b>(2 920 620)</b>	<b>(609 293)</b>	<b>(646 831)</b>	<b>(112 500)</b>	<b>(740)</b>	<b>4 799 724</b>	<b>509 740</b>

#### 4.3.2 Pour l'Etat

Les ajustements opérés sur les déclarations des administrations perceptrices peuvent être résumés comme suit :

Ajustements des montants déclarés par l'Etat	K FCFA
Paiements non effectués courant l'année (a)	(11 800 203)
Ecart sur compensation (b)	8 086 233
Paiements effectués dans d'autres bureaux (c)	2 168 045
Paiements non pris en compte (d)	1 104 947
Erreurs de déclaration (e)	223 177
Paiements non effectués (f)	(299 639)
<b>Total des ajustements</b>	<b>(517 440)</b>

- (a) Il s'agit des flux déclarés mais qui sont payés hors de la période de réconciliation à savoir payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou après le 31 décembre 2009. Il s'agit essentiellement de :
- Yatela au titre de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 5 908 822 000 FCFA ;
  - Morila au titre de l'impôt sur les sociétés, de la retenue TVA et de l'ITS pour des montants respectifs de 2 170 986 000 FCFA, 1 076 913 000 FCFA et 311 413 000 FCFA ; et
  - SEMOS au titre de divers impôts et taxes pour un montant total de 1 891 546 000 FCFA.
- (b) Ces ajustements concernent des montants payés par compensation et non prises en compte par la Direction des Impôts. Il s'agit essentiellement de :
- Morila au titre de l'impôt sur les sociétés, la TAV et la CPS pour des montants respectifs de 6 184 493 000 FCFA, 684 965 000 FCFA et 684 965 000 FCFA.
- (c) Ces ajustements sont liés à des paiements dont la gestion n'est pas centralisée au niveau de la Direction des Impôts et qui sont payés dans d'autres bureaux régionaux. Le plus important ajustement concerne la Société BCM SA Mali pour un montant total de 366 715 000 FCFA payé au niveau du bureau régional de Kayes.
- (d) Ces ajustements concernent essentiellement des impôts omis par erreur par les administrations. Il s'agit essentiellement de paiements par SEMOS afférents à l'IRVM et les cotisations sociales pour des montants respectifs de 358 013 000 FCFA et 178 319 000 FCFA ainsi que des paiements par SOMISY au titre la CPS pour un montant de 318 230 000 FCFA.
- (e) Il s'agit d'erreurs de déclaration détectées suite à la comparaison des montants reportés avec les détails des paiements.
- (f) Ils s'agit de paiements qui se sont avérés non effectués suite à la vérification des quittances.

Les ajustements opérés sur les déclarations des administrations perceptrices par société se détaillent comme suit :

Chiffres en K FCFA

Société	Ajustements Etat						
	Paiement non effectué courant l'année	Paiement effectué dans autres bureaux	Ecart sur compensation	Erreur de déclaration	Paiement non effectué	Paiement non pris en compte	Total des ajustements
<b>Sociétés en phase d'exploitation</b>	<b>(11 799 738)</b>	<b>1 801 330</b>	<b>8 086 233</b>	<b>274 459</b>	<b>(299 639)</b>	<b>1 091 885</b>	<b>(845 470)</b>
Société d'Exploitation des Mines d'Or de YATELA (YATELA)	(5 908 822)	265 293	82 899	4 825	-	164 097	(5 391 708)
Société des Mines d'Or de LOULOU (SOMILO)	(350 253)	559 651	557	(7 673)	(265 746)	-	(63 464)
Société des Mines de MORILA (MORILA)	(3 596 760)	448 593	7 580 037	(35 628)	-	-	4 396 242
Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA)	-	52 734	-	(87 473)	-	-	(34 739)
Société des Mines d'Or de SYAMA (SOMISY)	-	-	-	-	-	321 121	321 121
Société d'Exploitation des Mines d'Or de SADIOLA (SEMOS)	(1 891 546)	475 059	367 000	32 861	-	536 332	(480 294)
Tamboura Mining CO SA (TAMICO)	(52 357)	-	55 740	2 285	(33 893)	36 252	8 027
SegalaMiningCompany (SEMICO)	-	-	-	365 262	-	34 083	399 345
<b>Sociétés minières en phase de recherche avancée</b>	<b>(465)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>5 026</b>	<b>4 606</b>
Axmin Mali (Ex Africa Gold)	-	-	-	(4 130)	-	-	(4 130)
GlencarMining	-	-	-	4 175	-	-	4 175
Touba Mining JvMerrex Gold Inc	-	-	-	-	-	1 811	1 811
Golden Spear	(465)	-	-	-	-	3 215	2 750
<b>Sociétés pétrolières en phase de recherche avancée</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 977</b>	<b>-</b>	<b>8 036</b>	<b>18 013</b>
Société HeritageOil Block 7	-	-	-	3 497	-	4 018	7 515
Société HeritageOil Block 11	-	-	-	(3 497)	-	4 018	521
ENI Mali	-	-	-	9 977	-	-	9 977
<b>Sociétés de Sous-traitance</b>	<b>-</b>	<b>366 715</b>	<b>-</b>	<b>(61 304)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>305 411</b>
BCM - Bay Xater Construction And Mining	-	366 715	-	(46 955)	-	-	319 760
SFTP - Société de Forage et Travaux Publics	-	-	-	(14 349)	-	-	(14 349)
<b>Totaux</b>	<b>(11 800 203)</b>	<b>2 168 045</b>	<b>8 086 233</b>	<b>223 177</b>	<b>(299 639)</b>	<b>1 104 947</b>	<b>(517 440)</b>

## 5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES

Après ajustement, les écarts non réconciliés sur les flux de paiements s'élèvent à 4 367 083 000 FCFA et sont expliqués dans le tableau ci-dessous :

Chiffres en K FCFA

N°	Compagnie	Chiffres déclarés après réconciliation			Origine des différences							
		Société	Etat	Différence	Formulaire de déclaration non envoyé par la société (a)	Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat (a)	Détail des paiements non envoyés par la société (b)	Détail des paiements non envoyés par l'Etat	Taxes non reportées par la société	Taxes non reportées par l'état	Quittances non envoyées	Ecarts résiduels non expliqués
<b>Sociétés minières (exploitation)</b>		<b>164 383 164</b>	<b>172 287 432</b>	<b>(7 904 268)</b>	-	-	(8 142 415)	389 665	(229 645)	96 199	(21 143)	3 071
1	Société d'Exploitation des Mines d'Or de YATELA (YATELA)	22 711 929	22 682 256	29 673	-	-	-	(7 134)	-	62 486	(26 687)	1 008
2	Société des Mines d'Or de LOULOU (SOMILO)	11 837 578	19 511 701	(7 674 123)	-	-	(7 673 953)	-	-	-	-	(170)
3	Société des Mines de MORILA (MORILA)	65 676 537	65 278 446	398 091	-	-	-	396 799	-	-	-	1 292
4	Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA)	1 581 201	1 531 006	50 195	-	-	50 282	-	-	-	-	(87)
5	Société des Mines d'Or de SYAMA (SOMISY)	3 971 183	3 967 994	3 189	-	-	-	-	-	-	-	3 189
6	Société d'Exploitation des Mines d'Or de SADIOLA (SEMOS)	56 626 451	57 304 477	(678 026)	-	-	(678 023)	-	-	-	-	(3)
7	Tamboura Mining CO SA (TAMICO)	1 232 209	1 271 241	(39 032)	-	-	159 774	-	(229 645)	32 838	-	(1 999)
8	Wassoul'or	4 193	4 688	(495)	-	-	(495)	-	-	-	-	-
9	Segala Mining Company (SEMICO)	741 883	735 623	6 260	-	-	-	-	-	875	5 544	(159)
<b>Sociétés minières (recherche avancée)</b>		<b>255 859</b>	<b>341 882</b>	<b>(86 023)</b>	<b>(116 296)</b>	<b>2 780</b>	<b>19 477</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 996</b>	<b>-</b>	<b>(980)</b>
10	North Atlantic Ressources	3 332	1 740	1 592	-	-	-	-	-	1 592	-	-
11	Etruscan Ressources Mali SARL	40 336	39 532	804	-	-	-	-	-	1 792	-	(988)
12	Etruscan Ressources Bermuda Ltd	14 848	14 887	(39)	-	-	-	-	-	-	-	(39)
13	Page Management	-	2 238	(2 238)	(2 238)	-	-	-	-	-	-	-
14	New Gold Mali	30 670	28 081	2 589	-	-	-	-	-	2 589	-	-
15	Axmin Mali (Ex Africa Gold)	-	76 274	(76 274)	(76 274)	-	-	-	-	-	-	-
16	Glencar Mining	54 769	51 746	3 023	-	-	-	-	-	3 023	-	-
17	Songhoï Ressources	-	35 138	(35 138)	(35 138)	-	-	-	-	-	-	-
18	Great Quest Metals	-	2 646	(2 646)	(2 646)	-	-	-	-	-	-	-
19	Tichitt Sa	2 427	-	2 427	-	2 427	-	-	-	-	-	-

N°	Compagnie	Chiffres déclarés après réconciliation			Origine des différences							
		Société	Etat	Différence	Formulaire de déclaration non envoyé par la société (a)	Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat (a)	Détail des paiements non envoyé par la société (b)	Détail des paiements non envoyé par l'Etat	Taxes non reportées par la société	Taxes non reportées par l'état	Quittances non envoyées	Ecart résiduels non expliqués
20	Touba Mining JvMerrex Gold Inc	4 691	5 435	(744)	-	-	-	-	-	-	-	(744)
21	Mali Gold Mining	353	-	353	-	353	-	-	-	-	-	-
22	Golden Spear	14 565	14 591	(26)	-	-	-	-	-	-	-	(26)
23	Robex	30 315	10 838	19 477	-	-	19 477	-	-	-	-	-
24	Mali MineralResources	59 553	58 736	817	-	-	-	-	-	-	-	817
<b>Sociétés pétrolières (recherche avancée)</b>		<b>495 267</b>	<b>307 552</b>	<b>187 715</b>	<b>(89 096)</b>	<b>276 600</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>211</b>
25	Société HeritageOil Block 7	147 547	43 822	103 725	-	103 725	-	-	-	-	-	-
26	Société HeritageOil Block 11	209 703	36 828	172 875	-	172 875	-	-	-	-	-	-
27	Mali Petroleum SA	-	1 012	(1 012)	(1 012)	-	-	-	-	-	-	-
28	Sipex	14 726	39 716	(24 990)	(24 990)	-	-	-	-	-	-	-
29	Petroma	9 399	9 399	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30	Afex Global	15 994	15 783	211	-	-	-	-	-	-	-	211
31	MOH Oil PVT Ltd	7 412	7 412	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	JV Falcon Martagon	9 986	9 986	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33	ENI Mali	80 500	143 594	(63 094)	(63 094)	-	-	-	-	-	-	-
34	SelieEnergy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sociétés de Sous-traitance</b>		<b>6 654 779</b>	<b>3 219 286</b>	<b>3 435 493</b>	<b>(272 139)</b>	<b>202 109</b>	<b>3 507 276</b>	<b>-</b>	<b>(1 753)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
35	MoolmanMiningYatela	-	31 050	(31 050)	(31 050)	-	-	-	-	-	-	-
36	AfricanMining Services	-	240 680	(240 680)	(240 680)	-	-	-	-	-	-	-
37	BCM - Bay Xater Construction And Mining	5 928 100	2 439 780	3 488 320	-	-	3 488 320	-	-	-	-	-
38	MARS - Mining And Rehandling Service	-	409	(409)	(409)	-	-	-	-	-	-	-
39	SFTP - Société de Forage et Travaux Publics	270 019	67 910	202 109	-	202 109	-	-	-	-	-	-
40	PW Mining International Limited	456 660	439 457	17 203	-	-	18 956	-	(1 753)	-	-	-
<b>Totaux</b>		<b>171 789 069</b>	<b>176 156 152</b>	<b>(4 367 083)</b>	<b>(477 531)</b>	<b>481 489</b>	<b>(4 615 662)</b>	<b>389 665</b>	<b>(231 398)</b>	<b>105 195</b>	<b>(21 143)</b>	<b>2 302</b>

- a) Le total des écarts provenant de la non soumission des déclarations par les sociétés s'est élevé à 477 531 000 FCFA contre 481 489 000 FCFA provenant de la non soumission des déclarations par les administrations perceptrices. L'écart net provenant de l'absence des déclarations s'élève donc à seulement 3 958 000 FCFA.
- b) L'écart provenant de la non communication des détails des taxes provient de la compensation de deux écarts de signes opposés. D'abord, un écart négatif relatif aux sociétés SOMILO et SEMOS, qui n'étaient pas en mesure de fournir le détail des droits de douanes et de la TVA par numéro de quittance, ce qui n'a pas permis de compléter la réconciliation pour ces deux types d'impôts. Le total des différences provenant de ce chef s'est élevé à 8 351 976 000 FCFA. Ensuite, un écart positif de 3 488 320 000 FCFA afférent à la société BCM et du essentiellement à la non communication du détail des droits de douanes.

## 6. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

### 1. Insuffisances au niveau de la mise à jour de la base de données des entreprises opérant dans les secteurs minier et pétrolier

Nous avons constaté que le Secrétariat ITIE ne dispose pas d'une base de données actualisée contenant les entreprises opérant dans le secteur minier et pétrolier.

Par ailleurs, la liste des sociétés minières qui a été annexée à la Demande de Propositions n'était pas complète. En effet, parmi les 44 sociétés annexées aux Termes de Référence, nous avons dû supprimer 6 qui sont North Atlantic, Robex N'Gary Sa, JV ENI-SIPEX, MARS, Sahara Mining et Mali OilDevelopment. Les quatre premières étant des doublons dans la liste, Sahara Mining étant créée en 2011 et Mali OilDevelopment remplacée par HeritageOil Block 7 et HeritageOil Block 11. Nous avons également ajouté 6 autres sociétés suite à la réception de formulaires de déclarations les concernant. Les sociétés ajoutées étaient : Etruscan Ressources Bermuda Ltd, Société HeritageOil Block 7, Société HeritageOil Block 11, JV Falcon Martagon, ENI Mali, et MOH Oil PVT Ltd.

D'autre part, il a été noté que le Secrétariat ne disposait pas des coordonnées de toutes les sociétés, ce qui a engendré des recherches supplémentaires au cours de la mission entraînant des retards dans la communication des formulaires de déclaration aux sociétés et de surcroît, des retards dans la réception des réponses. En l'absence de ces informations, plusieurs sociétés n'ont pas pu être contactées afin de soumettre leurs déclarations.

Par ailleurs, nous avons constaté que les Identifiants fiscaux et INPS n'étaient pas disponibles, ce qui s'est traduit par des retards dans la recherche des informations par les administrations collectrices et même des défaut de déclaration vu que les sociétés n'ont pas pu être identifiées.

Cette situation :

- ne permet pas d'avoir une situation claire du nombre des entreprises minières et de l'évolution du secteur ;
- engendre des retards dans la collecte d'information et rend difficile l'exercice annuel de réconciliation des flux des paiements ;
- ne permet pas la production de rapports complets sur la situation des revenus de l'Etat provenant du secteur minier.

*Nous recommandons qu'une base de données actualisée soit tenue au niveau du Secrétariat de l'ITIE comprenant toutes les informations relatives aux entreprises opérant dans le secteur minier. Cette base de données doit inclure entre autres :*

- les informations générales des entreprises (noms ou raisons sociales, adresses, coordonnées et personnes de contact, n° d'immatriculation NIF et INPS, etc.) ;
- le type d'activité ; et
- les chiffres annuels déclarés.

*Une mise à jour régulière de cette base de données doit être effectuée par la mise en place d'un système d'information et de coordination entre les entreprises minières, l'administration et le Secrétariat de l'ITIE :*

- contact régulier avec les entreprises minières pour mettre à jour les données et coordonnées (changement d'adresse, changement de personne de contact) ;
- transmission systématique de tout permis d'exploration ou d'exploitation accordé au Secrétariat ITIE ;
- transmission par les entreprises minières et pétrolières des rapports sur les impôts, droits et taxes déclarés annuellement après la validation des états financiers ;

- *Coordination régulière avec les différents percepteurs des revenus de l'Etat (Ministère des Mines, Direction Nationale de la Géologie et des Mines, DGE, DGI, Direction Générale des Douanes, DNDC, INPS, AUREP) afin de collecter les données sur les nouvelles entreprises.*

## 2. Insuffisances au niveau des déclarations de paiements

Le modèle de déclaration a été préétabli par le Comité de Pilotage. Bien que nous avons pu effectuer quelques améliorations, le modèle comporte encore quelques défaillances qui sont de nature à induire en erreur les utilisateurs et peuvent engendrer certaines incompréhensions. Les défaillances constatées sont les suivantes :

- la liste des impôts et taxes payables par les entreprises minières n'est pas exhaustive. Le modèle de déclaration comporte deux rubriques dénommées 'Autres taxes' : une sous les 'Revenus sur le patrimoine' et une autre sous les 'Taxes sur les intrants'. Cette situation est de nature à engendrer une confusion dans la classification des taxes et a été à l'origine d'écarts non justifiés ;
- le modèle de déclaration comporte un mode de paiement intitulé « Montant payé d'avance ». Ce mode de paiement n'a pas été utilisé par les entreprises minières et les administrations sauf pour TAMICO qui a déclaré un seul paiement. Par conséquent, il y a lieu d'examiner la pertinence de ce mode de paiement et d'évaluer s'il peut être supprimé de la déclaration ; et
- les déclarations d'impôt n'indiquent pas l'endroit de paiement. Malgré que les endroits de perceptions soient connus, il est toujours utile d'indiquer le lieu de paiement pour chaque taxe. Nous avons constaté que certaines taxes, comme à la TVA en l'occurrence peut être payée à deux endroits (DGE et Direction Générale des Douanes). Cette indication peut faciliter les travaux de réconciliation.

*Nous recommandons que le Comité de Pilotage procède à la révision du modèle de déclaration qui doit être rempli par les différents intervenants au processus de réconciliation. Les défaillances soulevées plus haut peuvent être prises en compte lors de l'amélioration du document.*

*Ce travail d'amélioration et de mise à jour des modèles des déclarations et des instructions pourrait être inclus dans le mandat du réconciliateur pour les prochains exercices.*

## 3. Retard dans la soumission des déclarations de paiements

La soumission des déclarations sur les flux de paiement a été effectuée avec des retards.

Il est à signaler que vu les délais imposés pour la préparation du rapport, il a été initialement octroyé un délai d'une semaine seulement pour la soumission des déclarations, délai jugé très court et qui, de surcroît, n'a pas été respecté. Ainsi, la soumission des déclarations sur les flux de paiement a été effectuée avec beaucoup de retards au point que certaines entreprises minières et administrations ont fourni leurs déclarations les derniers jours de la mission ou ont été incapables de fournir une déclaration.

Certaines entreprises minières et administrations perceptrices n'ont pas fourni avec leurs déclarations un détail par taxe permettant d'identifier les dates des paiements, les numéros des quittances, les lieux des paiements ou autres. En l'absence des données détaillées nous avons pris contact avec les entreprises minières et les différentes administrations perceptrices afin de demander des informations supplémentaires sur les déclarations.

Malgré plusieurs relances certaines sociétés n'ont remis les états détaillés que tardivement. Pour plusieurs sociétés les informations détaillées transmises n'étaient pas exhaustives.

Cette situation n'a pas permis l'examen de toutes les taxes déclarées par les entreprises minières. Ceci a engendré l'existence de plusieurs écarts non justifiés (voir section 4 – Résultats des travaux).

*Nous recommandons pour les exercices futurs d'inciter toutes les parties prenantes à s'impliquer plus rigoureusement dans les travaux de réconciliation des flux des paiements. Cette implication peut se réaliser à travers les actions suivantes :*

- *nommer un responsable chargé de l'élaboration des déclarations des paiements et le suivi des travaux de justification et de réconciliation. Ce responsable sera l'interlocuteur direct de l'équipe chargée des travaux de rapprochement ;*
- *faire participer aux ateliers de formation les responsables nommés et leurs responsables hiérarchiques pour pallier aux problèmes éventuels de communications ;*
- *promouvoir la préparation d'un dossier ITIE au sein de chaque entité comportant tous les détails des montants déclarés, pièces justificatives et toute autre information utile aux travaux de réconciliation ; et*
- *prévoir, le cas échéant des sanctions à l'encontre des entités défailtantes qui n'ont pas soumis leurs déclarations à temps.*

#### **4. Non résolution du problème des paiements par compensation**

La compensation est un procédé utilisé par l'Administration Fiscale malienne pour rembourser les crédits d'impôts dus aux sociétés minières. Il consiste en l'imputation des crédits d'impôts sur les paiements lors des dépôts des déclarations. Les sociétés minières disposant d'un crédit d'impôt vis-à-vis de l'Etat demandent auprès du Trésor Public une autorisation d'imputation de ce crédit lors du dépôt d'une déclaration. Lorsque cette demande est approuvée, le contribuable procédera au paiement des taxes déduction faite du crédit d'impôt dû par l'Etat.

Les problèmes sur la réconciliation des flux des paiements engendrés par les paiements par compensation a été déjà soulevé précédemment par les différents intervenants dans le processus ITIE au Mali. Ce problème consiste essentiellement dans le décalage temporel entre le dépôt de déclaration (paiement de l'impôt par le contribuable) et l'enregistrement de l'opération issue de la compensation au niveau de l'Administration fiscale.

En effet, le contribuable enregistre le paiement de l'impôt lors du dépôt de la déclaration. Cette déclaration a été payée en partie en numéraire et en partie par compensation. Cependant l'Administration publique procède uniquement à l'enregistrement des montants payés en numéraire à la date du dépôt de la déclaration. Les paiements effectués par compensation ne sont enregistrés que lorsque l'administration perceptrice des impôts reçoit du Trésor Public le paiement du crédit imputés au nom de la société bénéficiaire.

Ce décalage temporel d'enregistrement des paiements/perceptions d'impôt entre le contribuable et l'Administration engendre des difficultés dans les travaux de rapprochement entre les deux sources d'information étant donné que le processus de réconciliation est effectué annuellement. Cette difficulté de rapprochement est aggravée par le fait que certains paiements par compensation relatifs à un exercice comptable peuvent être remboursés par le Trésor Public dans les exercices futurs.

Le système fiscal Malien comprend un deuxième type de compensation à travers l'imputation de l'ADIT. L'ADIT est une avance payée par les contribuables à la Direction des Douanes. Son dénouement s'effectue par un remboursement sur demande ou par son imputation sur les montants dus ultérieurement au niveau de l'administration fiscale. Dans ce dernier cas, il fonctionne selon les mêmes principes que la compensation.

L'ADIT a été exclue du champ de la réconciliation lors de son paiement aux douanes pour ne pas aboutir à une double prise en compte.

Le problème de l'ADIT se situe à deux niveaux :

- Lors du paiement : les contribuables ont éprouvé des difficultés pour dissocier l'ADIT des autres droits et impôts payés à la Douane. Lorsque la réconciliation des droits de douane était

possible, nous avons constaté que les contribuables l'ont effectivement inclus dans leur déclaration.

- Lors de l'utilisation du crédit de l'ADIT : Il s'est avéré que, chez les contribuables, l'utilisation du crédit de l'ADIT pour le paiement des impôts n'invoque pas nécessairement la notion de compensation bien qu'ils fonctionnent selon le même principe. Il en découle que certains contribuables n'ont pas déclaré les paiements d'impôt par utilisation de l'ADIT dans la catégorie des impôts payés par compensation mais l'ont déclaré comme paiements faits en numéraires. De ce fait, des écarts inexplicables ont apparus et qui n'avaient pu être résolus que par un examen minutieux des déclarations déposées à l'Administration Fiscale.

*Une réflexion sur les paiements effectués par compensation doit être faite afin de prendre une position claire quant au sort de ces montants lors de la campagne de réconciliation des flux des paiements et afin de préconiser leur traitement par les différentes parties prenantes. Il serait, par exemple, opportun de reconsidérer si la Direction des Impôts pourrait fournir une information sur les montants acceptés pour la compensation même avant leur encaissement effectif.*

## 5. Insuffisance au niveau du suivi des données par l'administration

Nous avons constaté que le système d'information mis en place par les administrations pour le suivi des entreprises minières comporte les insuffisances suivantes :

- la DNDC tient des registres manuels des impôts perçus auprès des contribuables (taxe ad valorem, redevance superficielle et dividendes). Le suivi manuel ne permet pas une gestion et un suivi adéquats des revenus de l'Etat. Il est de nature à limiter la transparence et la fiabilité des informations communiquées ; et
- certains impôts et taxes perçus par la DGE n'étaient pas informatisés au cours des exercices 2009. Nous pouvons citer à titre d'exemple la Contribution pour prestation de services rendus et l'Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM). Ces impôts n'ont pas été réconciliés vu qu'aucun état détaillant les perceptions n'a été fourni.

*Nous recommandons d'améliorer le système d'information des administrations impliquées dans le processus ITIE. Cette amélioration peut être effectuée par :*

- *la mise en place d'un système de suivi spécifique pour les entreprises rentrant dans le champ de la réconciliation ITIE. Le suivi peut prendre la forme d'états détaillant les perceptions effectuées par les sociétés opérant dans le secteur minier. Ces états doivent être actualisés d'une manière permanente et transmis régulièrement au Secrétariat Permanent de l'ITIE ou tout autre instance intéressée (mensuellement ou trimestriellement) ; et*
- *une coordination et partage d'informations entre les différentes administrations : Secrétariat Permanent ITIE, Ministère des Mines, Trésor Public et ses différentes Directions, INPS, DNDC et tout autre entité impliqué dans le processus ITIE. Cette coordination va permettre une meilleure planification des travaux de rapprochement des flux de paiements ainsi que l'appréhension et la résolution rapide des problèmes rencontrés.*

## 6. Elargissement du Référentiel ITIE

Nous avons constaté que le Comité de Pilotage n'a pas procédé à une étude de cadrage pour les besoins de la réconciliation de l'exercice 2009. En effet certaines entités faisant partie des sociétés en phase de recherche avancée n'ont pas été intégrées dans le processus de réconciliation. D'autre part, certains flux entrant dans le cadre de la fiscalité du secteur minier ou pétrolier n'ont pas été pris en compte. Nous citons à titre d'exemple les paiements effectués par les sociétés pétrolières en phase de recherche avancée à l'AUREP au titre du fonds de Promotion.

Il y a lieu de signaler qu'aucune analyse sur la matérialité des flux des paiements n'a été effectuée. Ceci ne permet pas de s'assurer que tous les flux significatifs ont été pris en compte dans l'exercice de réconciliation.

Nous recommandons, pour les années futures, d'effectuer une étude de cadrage préalablement à chaque exercice de réconciliation. Cette étude est nécessaire pour se prononcer sur les points suivants :

- Les flux de revenus significatifs que les entreprises et les gouvernements doivent divulguer ;
- Les entreprises et les administrations perceptrices qui rentreront dans le périmètre de réconciliation ;
- Le degré d'agrégation ou de désagrégation des données du rapport ITIE.

## **7. Non soumission des déclarations certifiées**

Tel que souligné par l'action préconisée n° 18 du livre source de l'ITIE et des exigences n° 12 et 13 des règles de l'ITIE, la certification de la sincérité des déclarations communiquées par les sociétés et les administrations perceptrices est un garant pour la crédibilité des données.

Jusqu'à la fin de notre intervention au Mali, uniquement huit compagnies ont soumis une déclaration certifiée par un auditeur externe. En contrepartie, aucune administration perceptrice n'a soumis de déclaration certifiée vu qu'elles n'y étaient pas astreintes au sens de la loi Malienne applicable en 2009.

Nous recommandons de prendre les mesures nécessaires afin de pallier à cette insuffisance par :

- la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de ce volet dans le processus ITIE ; et
- la fixation d'un délai raisonnable pour la certification des données.

## 7. CONCLUSIONS

Nos conclusions suite aux travaux effectués dans le cadre de notre mandat de réconciliation des flux de paiements effectués par les entreprises extractives et des revenus perçus par l'Etat pour l'exercice 2009 peuvent être résumées comme suit :

1. Un nombre important d'écarts a été constaté entre les montants des paiements déclarés par les sociétés minières et pétrolières et les montants des revenus perçus par les administrations perceptrices. Nous avons pu ajuster plusieurs écarts aussi bien au niveau des déclarations des entreprises minières qu'au niveau des déclarations de l'Etat. Toutefois, plusieurs écarts n'ont pas pu être analysés et ajustés en raison du manque d'informations. Il s'agit essentiellement des écarts dégagés au niveau des sociétés Somilo, Semos et BCM.
2. Certaines sociétés ne disposent pas de procédures comptables adéquates permettant la fourniture d'informations financières fiables et à temps sur les paiements d'impôts effectués. Les données reçues de la part de ces sociétés étaient dans plusieurs cas incomplètes ou inexploitable.
3. Le retard accusé dans la collecte des documents et informations auprès des différentes entités dénote de l'insuffisance de coordination et de partage d'information entre les acteurs du processus ITIE au Mali. Cette situation a eu pour conséquence le ralentissement des travaux de réconciliation et des difficultés de justifications des écarts.
4. L'écart global non justifié au titre de l'exercice **2009** entre les paiements des sociétés extractives objet de la réconciliation et les revenus de l'Etat s'élève à **4 367 083 000 FCFA**. Il représente **2,48%** du total des recettes déclarées par le Gouvernement pour l'année (après ajustement).

Toutefois cet écart ne peut pas être considéré comme un écart définitif étant donné que les investigations et travaux de rapprochement ont été limités dans le temps et que plusieurs sociétés n'ont pas soumis de déclarations ou n'ont pas été examinées exhaustivement. En fonction de leur significativité, les données parvenues postérieurement à la clôture de la mission ont été prises en compte dans le présent rapport.

## ANNEXES

## Annexe 1 : Tableaux de réconciliation par Société

Nom de la Société YATELA

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable					Ajustements Etat						Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Taxe comptabilisée deux fois K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Ecart sur compensation K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>20 232 501</b>	<b>24 247 275</b>	<b>(4 014 774)</b>	<b>(1 901 182)</b>	-	-	-	<b>(1 901 182)</b>	<b>(5 908 822)</b>	-	-	-	-	<b>(5 908 822)</b>	<b>18 331 319</b>	<b>18 338 453</b>	<b>(7 134)</b>
I.1	Taxe ad valorem	2 919 930	2 919 930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 919 930	2 919 930	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	2 924 826	2 924 826	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 924 826	2 924 826	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	5 360 365	5 360 365	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 360 365	5 360 365	-
I.5	RVM	2 077 355	2 084 489	(7 134)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 077 355	2 084 489	(7 134)
I.6	Impôts sur les sociétés	6 950 025	10 957 665	(4 007 640)	(1 901 182)	-	-	-	(1 901 182)	(5 908 822)	-	-	-	-	(5 908 822)	5 048 843	5 048 843	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>294 457</b>	<b>15 899</b>	<b>278 558</b>	-	-	-	-	-	-	265 293	-	-	265 293	<b>294 457</b>	<b>281 192</b>	<b>13 265</b>	
II.1	Redevances superficielles	15 899	15 899	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 899	15 899	-
II.2	Patentes	265 293	-	265 293	-	-	-	-	-	-	265 293	-	-	265 293	265 293	265 293	-	
II.3	Autres	13 265	-	13 265	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 265	-	13 265
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>1 434 250</b>	<b>1 056 138</b>	<b>378 112</b>	<b>(114 380)</b>	<b>(163 127)</b>	-	<b>45 889</b>	<b>(231 618)</b>	-	-	-	<b>123 960</b>	<b>123 960</b>	<b>1 202 632</b>	<b>1 180 098</b>	<b>22 534</b>	
III.1	Taxe logement	27 516	35 980	(8 464)	-	-	-	8 464	8 464	-	-	-	-	-	-	35 980	35 980	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	54 524	57 011	(2 487)	-	-	-	2 487	2 487	-	-	-	-	-	-	57 011	57 011	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	100 686	135 624	(34 938)	-	-	-	34 938	34 938	-	-	-	-	-	-	135 624	135 624	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	49 255	49 255	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49 255	49 255	-
III.5	TVA	304 962	494 495	(189 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	304 962	494 495	(189 533)
III.6	Droits de douane	848 086	283 773	564 313	(114 380)	(163 127)	-	-	(277 507)	-	-	-	123 960	123 960	570 579	407 733	162 846	
III.7	Autres taxes	49 221	-	49 221	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49 221	-	49 221
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>2 882 921</b>	<b>2 754 652</b>	<b>128 269</b>	-	-	<b>600</b>	-	<b>600</b>	-	-	<b>82 899</b>	<b>4 825</b>	<b>40 137</b>	<b>127 861</b>	<b>2 883 521</b>	<b>2 882 513</b>	<b>1 008</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	510 465	508 577	1 888	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	510 465	508 577	1 888
IV.2	Retenues BIC	1 141 478	1 105 739	35 739	-	-	-	-	-	-	-	36 465	-	36 465	1 141 478	1 142 204	(726)	
IV.3	Retenues TVA	692 612	646 332	46 280	-	-	-	-	-	-	-	46 434	-	46 434	692 612	692 766	(154)	
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	538 366	494 004	44 362	-	-	600	-	600	-	-	4 825	40 137	44 962	538 966	538 966	-	
	<b>Totaux</b>	<b>24 844 129</b>	<b>28 073 964</b>	<b>(3 229 835)</b>	<b>(2 015 562)</b>	<b>(163 127)</b>	<b>600</b>	<b>45 889</b>	<b>(2 132 200)</b>	<b>(5 908 822)</b>	<b>265 293</b>	<b>82 899</b>	<b>4 825</b>	<b>164 097</b>	<b>(5 391 708)</b>	<b>22 711 929</b>	<b>22 682 256</b>	<b>29 673</b>

Nom de la Société

SOMILO

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat						Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Taxe payée sur un autre NIF K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Ecart sur compensation K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non effectué K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>7 556 804</b>	<b>7 556 804</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 556 804</b>	<b>7 556 804</b>	<b>-</b>	
I.1	Taxe ad valorem	3 885 661	3 885 661	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 885 661	3 885 661	-	
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	3 671 143	3 671 143	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 671 143	3 671 143	-	
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>587 557</b>	<b>-</b>	<b>587 557</b>	<b>(27 906)</b>	<b>-</b>	<b>(27 906)</b>	<b>-</b>	<b>559 651</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>559 651</b>	<b>559 651</b>	<b>559 651</b>	<b>-</b>	
II.1	Redevances superficielles	27 906	-	27 906	(27 906)	-	(27 906)	-	-	-	-	-	-	-	-	
II.2	Patentes	559 651	-	559 651	-	-	-	-	559 651	-	-	559 651	559 651	559 651	-	
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>2 493 974</b>	<b>10 110 967</b>	<b>(7 616 993)</b>	<b>-</b>	<b>(78 390)</b>	<b>(78 390)</b>	<b>(20 111)</b>	<b>-</b>	<b>557</b>	<b>(1 875)</b>	<b>(21 429)</b>	<b>2 415 584</b>	<b>10 089 538</b>	<b>(7 673 954)</b>	
III.1	Taxe logement	51 089	34 352	16 737	-	(17 420)	(17 420)	-	-	557	(1 240)	(683)	33 669	33 669	-	
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	178 039	137 816	40 223	-	(60 970)	(60 970)	(20 111)	-	-	(635)	(20 746)	117 069	117 070	(1)	
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
III.5	TVA	-	6 534 031	(6 534 031)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 534 031	(6 534 031)	
III.6	Droits de douane	2 264 846	3 404 768	(1 139 922)	-	-	-	-	-	-	-	-	2 264 846	3 404 768	(1 139 922)	
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>1 873 980</b>	<b>1 907 394</b>	<b>(33 414)</b>	<b>-</b>	<b>(568 441)</b>	<b>(568 441)</b>	<b>(330 142)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(7 673)</b>	<b>(263 871)</b>	<b>(601 686)</b>	<b>1 305 539</b>	<b>1 305 708</b>	<b>(169)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	806 039	919 717	(113 678)	-	(150 362)	(150 362)	-	-	-	(263 871)	(263 871)	655 677	655 846	(169)	
IV.2	Retenues BIC	-	330 142	(330 142)	-	-	-	(330 142)	-	-	-	(330 142)	-	-	-	
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	1 067 941	657 535	410 406	-	(418 079)	(418 079)	-	-	(7 673)	-	(7 673)	649 862	649 862	-	
	<b>Totaux</b>	<b>12 512 315</b>	<b>19 575 165</b>	<b>(7 062 850)</b>	<b>(27 906)</b>	<b>(646 831)</b>	<b>(674 737)</b>	<b>(350 253)</b>	<b>559 651</b>	<b>557</b>	<b>(7 673)</b>	<b>(265 746)</b>	<b>(63 464)</b>	<b>11 837 578</b>	<b>19 511 701</b>	<b>(7 674 123)</b>

Nom de la Société	MORILA
-------------------	--------

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable				Ajustements Etat					Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Ecart sur compensation K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>51 518 902</b>	<b>49 465 667</b>	<b>2 053 235</b>	-	27 000	3 700 000	3 727 000	(2 170 986)	-	7 554 423	-	5 383 437	55 245 902	54 849 104	396 798
I.1	Taxe ad valorem	4 817 397	7 859 432	(3 042 035)	-	27 000	3 700 000	3 727 000	-	-	684 965	-	684 965	8 544 397	8 544 397	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	4 817 397	3 368 841	1 448 556	-	-	-	-	-	-	684 965	-	684 965	4 817 397	4 053 806	763 591
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	10 885 048	10 885 048	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 885 048	10 885 048	-
I.5	IRVM	1 212 960	1 579 752	(366 792)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 212 960	1 579 752	(366 792)
I.6	Impôts sur les sociétés	29 786 100	25 772 594	4 013 506	-	-	-	-	(2 170 986)	-	6 184 493	-	4 013 507	29 786 100	29 786 101	(1)
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>463 578</b>	<b>14 985</b>	<b>448 593</b>	-	-	-	-	-	448 593	-	-	448 593	463 578	463 578	-
II.1	Redevances superficielles	14 985	14 985	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 985	14 985	-
II.2	Patentes	448 593	-	448 593	-	-	-	-	-	448 593	-	-	448 593	448 593	448 593	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>4 937 359</b>	<b>5 079 473</b>	<b>(142 114)</b>	-	(5 483)	63 659	58 176	(37 448)	-	(39 728)	-	(77 176)	4 995 535	5 002 297	(6 762)
III.1	Taxe logement	44 103	89 938	(45 835)	-	(2)	6 110	6 108	-	-	(39 728)	-	(39 728)	50 211	50 210	1
III.2	Taxe de formation professionnelle	87 634	118 572	(30 938)	-	-	12 214	12 214	(18 724)	-	-	-	(18 724)	99 848	99 848	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	155 074	194 928	(39 854)	-	(5 481)	45 335	39 854	-	-	-	-	-	194 928	194 928	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	87 634	106 358	(18 724)	-	-	-	-	(18 724)	-	-	-	(18 724)	87 634	87 634	-
III.5	TVA	2 920 003	2 921 550	(1 547)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 920 003	2 921 550	(1 547)
III.6	Droits de douane	1 642 911	1 648 127	(5 216)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 642 911	1 648 127	(5 216)
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>4 194 032</b>	<b>6 322 079</b>	<b>(2 128 047)</b>	-	39 911	737 579	777 490	(1 388 326)	-	65 342	(35 628)	(1 358 612)	4 971 522	4 963 467	8 055
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	884 045	1 187 402	(303 357)	-	-	-	-	(311 413)	-	-	-	(311 413)	884 045	875 989	8 056
IV.2	Retenues BIC	565 516	570 997	(5 481)	-	5 481	5 481	5 481	-	-	-	-	-	570 997	570 997	-
IV.3	Retenues TVA	1 680 610	3 464 578	(1 783 968)	-	34 818	737 579	772 397	(1 076 913)	-	65 342	-	(1 011 571)	2 453 007	2 453 007	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	1 063 861	1 099 102	(35 241)	-	(388)	-	(388)	-	-	-	(35 628)	(35 628)	1 063 473	1 063 474	(1)
<b>Totaux</b>		<b>61 113 871</b>	<b>60 882 204</b>	<b>231 667</b>	-	<b>61 428</b>	<b>4 501 238</b>	<b>4 562 666</b>	<b>(3 596 760)</b>	<b>448 593</b>	<b>7 580 037</b>	<b>(35 628)</b>	<b>4 396 242</b>	<b>65 676 537</b>	<b>65 278 446</b>	<b>398 091</b>

Nom de la Société

SOMIKA

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable				Ajustements Etat				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>265 166</b>	<b>252 638</b>	<b>12 528</b>	<b>(711)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(711)</b>	<b>-</b>	<b>228</b>	<b>-</b>	<b>228</b>	<b>264 455</b>	<b>252 866</b>	<b>11 589</b>
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	203 090	203 090	-	-	-	-	-	-	-	-	-	203 090	203 090	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	940	-	940	(711)	-	-	(711)	-	228	-	228	229	228	1
I.6	Impôts sur les sociétés	61 136	49 548	11 588	-	-	-	-	-	-	-	-	61 136	49 548	11 588
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>91 226</b>	<b>38 720</b>	<b>52 506</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>52 506</b>	<b>-</b>	<b>52 506</b>	<b>91 226</b>	<b>91 226</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	38 720	38 720	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38 720	38 720	-
II.2	Patentes	52 506	-	52 506	-	-	-	-	-	52 506	-	52 506	52 506	52 506	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>316 330</b>	<b>232 536</b>	<b>83 794</b>	<b>(45 188)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(45 188)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>271 142</b>	<b>232 536</b>	<b>38 606</b>
III.1	Taxe logement	33 712	27 031	6 681	(6 680)	-	-	(6 680)	-	-	-	-	27 032	27 031	1
III.2	Taxe de formation professionnelle	65 798	54 885	10 913	(10 913)	-	-	(10 913)	-	-	-	-	54 885	54 885	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	135 023	107 428	27 595	(27 595)	-	-	(27 595)	-	-	-	-	107 428	107 428	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	42 877	42 877	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 877	42 877	-
III.5	TVA	6 674	226	6 448	-	-	-	-	-	-	-	-	6 674	226	6 448
III.6	Droits de douane	-	89	(89)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	89	(89)
III.7	Autres taxes	32 246	-	32 246	-	-	-	-	-	-	-	-	32 246	-	32 246
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>979 697</b>	<b>1 041 851</b>	<b>(62 154)</b>	<b>(100 013)</b>	<b>-</b>	<b>74 694</b>	<b>(25 319)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(87 473)</b>	<b>(87 473)</b>	<b>954 378</b>	<b>954 378</b>	<b>-</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	426 696	390 261	36 435	(36 435)	-	-	(36 435)	-	-	-	-	390 261	390 261	-
IV.2	Retenues BIC	31 528	31 528	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 528	31 528	-
IV.3	Retenues TVA	55 131	36 754	18 377	(18 377)	-	-	(18 377)	-	-	-	-	36 754	36 754	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	466 342	583 308	(116 966)	(45 201)	-	74 694	29 493	-	-	(87 473)	(87 473)	495 835	495 835	-
	<b>Totaux</b>	<b>1 652 419</b>	<b>1 565 745</b>	<b>86 674</b>	<b>(145 912)</b>	<b>-</b>	<b>74 694</b>	<b>(71 218)</b>	<b>-</b>	<b>52 734</b>	<b>(87 473)</b>	<b>(34 739)</b>	<b>1 581 201</b>	<b>1 531 006</b>	<b>50 195</b>

Nom de la Société	SOMISY
-------------------	--------

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>856 624</b>	<b>538 394</b>	<b>318 230</b>	-	-	-	-	318 230	318 230	856 624	856 624	-
I.1	Taxe ad valorem	422 627	422 627	-	-	-	-	-	-	-	422 627	422 627	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	433 975	115 745	318 230	-	-	-	-	318 230	318 230	433 975	433 975	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	22	22	-	-	-	-	-	-	-	22	22	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>10 145</b>	<b>10 145</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 145</b>	<b>10 145</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	10 145	10 145	-	-	-	-	-	-	-	10 145	10 145	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>64 492</b>	<b>64 586</b>	<b>(94)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>64 492</b>	<b>64 586</b>	<b>(94)</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	64 492	64 492	-	-	-	-	-	-	-	64 492	64 492	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	47	(47)	-	-	-	-	-	-	-	47	(47)
III.6	Droits de douane	-	47	(47)	-	-	-	-	-	-	-	47	(47)
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>3 000 519</b>	<b>3 033 748</b>	<b>(33 229)</b>	<b>-</b>	<b>39 403</b>	<b>39 403</b>	<b>-</b>	<b>2 891</b>	<b>2 891</b>	<b>3 039 922</b>	<b>3 036 639</b>	<b>3 283</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	2 577 015	2 573 769	3 246	-	-	-	-	-	-	2 577 015	2 573 769	3 246
IV.2	Retenues BIC	1 141	1 104	37	-	-	-	-	-	-	1 141	1 104	37
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	2 891	-	2 891	-	-	-	-	2 891	2 891	2 891	2 891	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	419 472	458 875	(39 403)	-	39 403	39 403	-	-	-	458 875	458 875	-
	<b>Totaux</b>	<b>3 931 780</b>	<b>3 646 873</b>	<b>284 907</b>	<b>-</b>	<b>39 403</b>	<b>39 403</b>	<b>-</b>	<b>321 121</b>	<b>321 121</b>	<b>3 971 183</b>	<b>3 967 994</b>	<b>3 189</b>

Nom de la Société SEMOS

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable				Ajustements Etat						Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Taxe comptabilisée deux fois K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Ecart sur compensation K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>47 782 248</b>	<b>46 409 539</b>	<b>1 372 709</b>	<b>(568 530)</b>	<b>(446 166)</b>	<b>-</b>	<b>(1 014 696)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>358 013</b>	<b>358 013</b>	<b>46 767 552</b>	<b>46 767 552</b>	<b>-</b>
I.1	Taxe ad valorem	4 964 329	4 964 329	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 964 329	4 964 329	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	4 973 554	4 973 554	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 973 554	4 973 554	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	4 461 660	4 015 494	446 166	-	(446 166)	-	(446 166)	-	-	-	-	-	-	4 015 494	4 015 494	-
I.5	IRVM	447 786	89 773	358 013	-	-	-	-	-	-	-	358 013	358 013	-	447 786	447 786	-
I.6	Impôts sur les sociétés	32 934 919	32 366 389	568 530	(568 530)	-	-	(568 530)	-	-	-	-	-	-	32 366 389	32 366 389	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>497 754</b>	<b>22 695</b>	<b>475 059</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>475 059</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>475 059</b>	<b>497 754</b>	<b>497 754</b>	<b>-</b>	
II.1	Redevances superficielles	22 695	22 695	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 695	22 695	-
II.2	Patentes	475 059	-	475 059	-	-	-	-	475 059	-	-	-	475 059	-	475 059	475 059	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>3 786 851</b>	<b>4 717 690</b>	<b>(930 839)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(252 814)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(252 814)</b>	<b>3 786 851</b>	<b>4 464 876</b>	<b>(678 025)</b>	
III.1	Taxe logement	102 093	203 827	(101 734)	-	-	-	-	(101 733)	-	-	-	(101 733)	102 093	102 094	(1)	
III.2	Taxe de formation professionnelle	203 076	254 923	(51 847)	-	-	-	-	(51 847)	-	-	-	(51 847)	203 076	203 076	-	
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	283 648	382 883	(99 235)	-	-	-	-	(99 234)	-	-	-	(99 234)	283 648	283 649	(1)	
III.4	Taxe Emploi Jeune	176 109	176 109	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	176 109	176 109	-	
III.5	TVA	683 781	1 871 378	(1 187 597)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	683 781	1 871 378	(1 187 597)	
III.6	Droits de douane	2 338 144	1 828 570	509 574	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 338 144	1 828 570	509 574	
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>5 548 478</b>	<b>6 634 847</b>	<b>(1 086 369)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25 816</b>	<b>25 816</b>	<b>(1 638 732)</b>	<b>-</b>	<b>367 000</b>	<b>32 861</b>	<b>178 319</b>	<b>(1 060 552)</b>	<b>5 574 294</b>	<b>5 574 295</b>	<b>(1)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	1 896 571	2 045 313	(148 742)	-	-	28 269	28 269	(334 419)	-	213 947	-	-	(120 472)	1 924 840	1 924 841	(1)
IV.2	Retenues BIC	629 219	1 214 126	(584 907)	-	-	-	-	(661 354)	-	76 446	-	-	(584 908)	629 219	629 218	1
IV.3	Retenues TVA	1 117 866	1 618 047	(500 181)	-	-	(2 453)	(2 453)	(642 959)	-	76 607	63 718	-	(502 634)	1 115 413	1 115 413	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	1 904 822	1 757 361	147 461	-	-	-	-	-	-	-	(30 857)	178 319	147 462	1 904 822	1 904 823	(1)
<b>Totaux</b>		<b>57 615 331</b>	<b>57 784 771</b>	<b>(169 440)</b>	<b>(568 530)</b>	<b>(446 166)</b>	<b>25 816</b>	<b>(988 880)</b>	<b>(1 891 546)</b>	<b>475 059</b>	<b>367 000</b>	<b>32 861</b>	<b>536 332</b>	<b>(480 294)</b>	<b>56 626 451</b>	<b>57 304 477</b>	<b>(678 026)</b>

Nom de la Société TAMICO

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat						Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Ecart sur compensation K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non effectué K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>260 660</b>	<b>247 666</b>	<b>12 994</b>	-	4 926	4 926	-	-	15 561	(33 893)	36 252	17 920	265 586	265 586	-
I.1	Taxe ad valorem	127 558	130 125	(2 567)	-	4 926	4 926	-	-	-	(33 893)	36 252	2 359	132 484	132 484	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	127 558	117 541	10 017	-	-	-	-	-	10 017	-	-	10 017	127 558	127 558	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	5 544	-	5 544	-	-	-	-	-	5 544	-	-	5 544	5 544	5 544	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>800</b>	<b>-</b>	<b>800</b>	<b>(800)</b>	<b>-</b>	<b>(800)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	800	-	800	(800)	-	(800)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>362 089</b>	<b>428 975</b>	<b>(66 886)</b>	<b>-</b>	<b>979</b>	<b>979</b>	<b>(37 744)</b>	<b>6 242</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(31 502)</b>	<b>363 068</b>	<b>397 473</b>	<b>(34 405)</b>
III.1	Taxe logement	6 838	7 103	(265)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 838	7 103	(265)
III.2	Taxe de formation professionnelle	22 298	31 412	(9 114)	-	979	979	(13 139)	6 242	-	-	(6 897)	23 277	24 515	(1 238)	
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	61 320	87 605	(26 285)	-	-	-	(24 605)	-	-	-	(24 605)	61 320	63 000	(1 680)	
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	196 055	(196 055)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	196 055	(196 055)
III.6	Droits de douane	266 574	106 800	159 774	-	-	-	-	-	-	-	-	-	266 574	106 800	159 774
III.7	Autres taxes	5 059	-	5 059	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 059	-	5 059
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>603 555</b>	<b>586 573</b>	<b>16 982</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(14 613)</b>	<b>49 498</b>	<b>(13 276)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21 609</b>	<b>603 555</b>	<b>608 182</b>	<b>(4 627)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	257 005	220 936	36 069	-	-	-	(14 613)	49 498	-	-	-	34 885	257 005	255 821	1 184
IV.2	Retenues BIC	-	33 590	(33 590)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 590	(33 590)
IV.3	Retenues TVA	27 779	-	27 779	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27 779	-	27 779
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	318 771	332 047	(13 276)	-	-	-	-	-	(13 276)	-	-	(13 276)	318 771	318 771	-
	<b>Totaux</b>	<b>1 227 104</b>	<b>1 263 214</b>	<b>(36 110)</b>	<b>(800)</b>	<b>5 905</b>	<b>5 105</b>	<b>(52 357)</b>	<b>55 740</b>	<b>2 285</b>	<b>(33 893)</b>	<b>36 252</b>	<b>8 027</b>	<b>1 232 209</b>	<b>1 271 241</b>	<b>(39 032)</b>

Nom de la Société

Wassoul'or

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>102</b>	<b>597</b>	<b>(495)</b>	-	-	-	<b>102</b>	<b>597</b>	<b>(495)</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	102	597	(495)	-	-	-	102	597	(495)
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>5 000</b>	<b>4 091</b>	<b>909</b>	-	<b>(909)</b>	<b>(909)</b>	<b>4 091</b>	<b>4 091</b>	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	5 000	4 091	909	-	(909)	(909)	4 091	4 091	-
	<b>Totaux</b>	<b>5 102</b>	<b>4 688</b>	<b>414</b>	-	<b>(909)</b>	<b>(909)</b>	<b>4 193</b>	<b>4 688</b>	<b>(495)</b>

Nom de la Société

SEMICO

Code	Intitulé	Initial			Ajustements Etat				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfiques</b>	<b>736 068</b>	<b>331 370</b>	<b>404 698</b>	<b>-</b>	<b>365 262</b>	<b>33 893</b>	<b>399 155</b>	<b>736 068</b>	<b>730 525</b>	<b>5 543</b>
I.1	Taxe ad valorem	365 262	331 370	33 892	-	-	33 893	33 893	365 262	365 263	(1)
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	365 262	-	365 262	-	365 262	-	365 262	365 262	365 262	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	5 544	-	5 544	-	-	-	-	5 544	-	5 544
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>1 475</b>	<b>661</b>	<b>814</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 475</b>	<b>661</b>	<b>814</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	160	176	(16)	-	-	-	-	160	176	(16)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	440	485	(45)	-	-	-	-	440	485	(45)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	875	-	875	-	-	-	-	875	-	875
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>4 340</b>	<b>4 247</b>	<b>93</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>190</b>	<b>190</b>	<b>4 340</b>	<b>4 437</b>	<b>(97)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	680	777	(97)	-	-	-	-	680	777	(97)
IV.2	Retenues BIC	1 346	1 346	-	-	-	-	-	1 346	1 346	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	2 314	2 124	190	-	-	190	190	2 314	2 314	-
	<b>Totaux</b>	<b>741 883</b>	<b>336 278</b>	<b>405 605</b>	<b>-</b>	<b>365 262</b>	<b>34 083</b>	<b>399 345</b>	<b>741 883</b>	<b>735 623</b>	<b>6 260</b>

Nom de la Société

North Atlantic Ressources

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>1 592</b>	<b>-</b>	<b>1 592</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 592</b>	<b>-</b>	<b>1 592</b>
II.1	Redevances superficielles	1 592	-	1 592	-	-	-	1 592	-	1 592
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>-</b>
III.1	Taxe logement	6	8	(2)	-	2	2	8	8	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	7	11	(4)	-	4	4	11	11	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	18	18	-	-	-	-	18	18	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>1 679</b>	<b>1 703</b>	<b>(24)</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>1 703</b>	<b>1 703</b>	<b>-</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	26	50	(24)	-	24	24	50	50	-
IV.2	Retenues BIC	1 653	1 653	-	-	-	-	1 653	1 653	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>3 302</b>	<b>1 740</b>	<b>1 562</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>3 332</b>	<b>1 740</b>	<b>1 592</b>

Nom de la Société

Eruscan Ressources Mali SARL

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>1 140</b>	<b>-</b>	<b>1 140</b>	<b>1 140</b>	<b>-</b>	<b>1 140</b>
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	1 140	-	1 140	1 140	-	1 140
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>9 825</b>	<b>9 625</b>	<b>200</b>	<b>9 825</b>	<b>9 625</b>	<b>200</b>
III.1	Taxe logement	1 087	1 142	(55)	1 087	1 142	(55)
III.2	Taxe de formation professionnelle	2 156	2 265	(109)	2 156	2 265	(109)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	3 774	3 953	(179)	3 774	3 953	(179)
III.4	Taxe Emploi Jeune	2 156	2 265	(109)	2 156	2 265	(109)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes (vignettes)	652	-	652	652	-	652
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>29 371</b>	<b>29 907</b>	<b>(536)</b>	<b>29 371</b>	<b>29 907</b>	<b>(536)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	12 933	13 463	(530)	12 933	13 463	(530)
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source (IRF)	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	16 438	16 444	(6)	16 438	16 444	(6)
	<b>Totaux</b>	<b>40 336</b>	<b>39 532</b>	<b>804</b>	<b>40 336</b>	<b>39 532</b>	<b>804</b>

Nom de la Société

Éruscan Ressources Bermuda Ltd

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfiques</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>2 588</b>	<b>2 592</b>	<b>(4)</b>	<b>2 588</b>	<b>2 592</b>	<b>(4)</b>
III.1	Taxe logement	308	307	1	308	307	1
III.2	Taxe de formation professionnelle	608	609	(1)	608	609	(1)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	1 064	1 067	(3)	1 064	1 067	(3)
III.4	Taxe Emploi Jeune	608	609	(1)	608	609	(1)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>12 260</b>	<b>12 295</b>	<b>(35)</b>	<b>12 260</b>	<b>12 295</b>	<b>(35)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	5 137	5 132	5	5 137	5 132	5
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	7 123	7 163	(40)	7 123	7 163	(40)
	<b>Totaux</b>	<b>14 848</b>	<b>14 887</b>	<b>(39)</b>	<b>14 848</b>	<b>14 887</b>	<b>(39)</b>

Nom de la Société

Page Management

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	2 238	(2 238)	-	2 238	(2 238)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	2 238	(2 238)	-	2 238	(2 238)
	<b>Totaux</b>	-	2 238	(2 238)	-	2 238	(2 238)

Nom de la Société

New Gold Mali

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable		Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>217</b>	<b>-</b>	<b>217</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>217</b>	<b>-</b>	<b>217</b>
II.1	Redevances superficielles	217	-	217	-	-	217	-	217
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>6 707</b>	<b>4 000</b>	<b>2 707</b>	<b>(334)</b>	<b>(334)</b>	<b>6 373</b>	<b>4 000</b>	<b>2 373</b>
III.1	Taxe logement	510	471	39	(39)	(39)	471	471	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	1 020	941	79	(79)	(79)	941	941	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	1 785	1 647	138	(137)	(137)	1 648	1 647	1
III.4	Taxe Emploi Jeune	1 020	941	79	(79)	(79)	941	941	-
III.5	TVA	801	-	801	-	-	801	-	801
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	1 571	-	1 571	-	-	1 571	-	1 571
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>25 992</b>	<b>24 081</b>	<b>1 911</b>	<b>(1 912)</b>	<b>(1 912)</b>	<b>24 080</b>	<b>24 081</b>	<b>(1)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	12 131	11 198	933	(934)	(934)	11 197	11 198	(1)
IV.2	Retenues BIC	990	990	-	-	-	990	990	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	12 871	11 893	978	(978)	(978)	11 893	11 893	-
	<b>Totaux</b>	<b>32 916</b>	<b>28 081</b>	<b>4 835</b>	<b>(2 246)</b>	<b>(2 246)</b>	<b>30 670</b>	<b>28 081</b>	<b>2 589</b>

Nom de la Société

Axmin Mali (Ex Africa Gold)

Code	Intitulé	Initial			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	13 296	(13 296)	-	-	-	-	13 296	(13 296)
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	4 312	(4 312)	-	-	-	-	4 312	(4 312)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	5 562	(5 562)	-	-	-	-	5 562	(5 562)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	3 422	(3 422)	-	-	-	-	3 422	(3 422)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	67 108	(67 108)	-	(4 130)	(4 130)	-	62 978	(62 978)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	31 008	(31 008)	-	-	-	-	31 008	(31 008)
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	36 100	(36 100)	-	(4 130)	(4 130)	-	31 970	(31 970)
	<b>Totaux</b>	-	80 404	(80 404)	-	(4 130)	(4 130)	-	76 274	(76 274)

Nom de la Société

Glencar Mining

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	875	-	875	-	-	-	-	-	-	875	-	875
II.1	Redevances superficielles	875	-	875	-	-	-	-	-	-	875	-	875
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	11 372	9 224	2 148	-	-	-	-	-	-	11 372	9 224	2 148
III.1	Taxe logement	1 099	1 099	-	-	-	-	-	-	-	1 099	1 099	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	2 167	2 167	-	-	-	-	-	-	-	2 167	2 167	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	3 791	3 791	-	-	-	-	-	-	-	3 791	3 791	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	2 167	2 167	-	-	-	-	-	-	-	2 167	2 167	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	1 342	-	1 342	-	-	-	-	-	-	1 342	-	1 342
III.7	Autres taxes	806	-	806	-	-	-	-	-	-	806	-	806
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	31 980	38 347	(6 367)	-	10 542	10 542	-	4 175	4 175	42 522	42 522	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	15 670	15 670	-	-	-	-	-	-	-	15 670	15 670	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	16 310	22 677	(6 367)	-	10 542	10 542	-	4 175	4 175	26 852	26 852	-
	<b>Totaux</b>	<b>44 227</b>	<b>47 571</b>	<b>(3 344)</b>	<b>-</b>	<b>10 542</b>	<b>10 542</b>	<b>-</b>	<b>4 175</b>	<b>4 175</b>	<b>54 769</b>	<b>51 746</b>	<b>3 023</b>

Nom de la Société

Songhoï Ressources

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfiques</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	2 909	(2 909)	-	2 909	(2 909)
III.1	Taxe logement	-	344	(344)	-	344	(344)
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	684	(684)	-	684	(684)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	1 197	(1 197)	-	1 197	(1 197)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	684	(684)	-	684	(684)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	32 229	(32 229)	-	32 229	(32 229)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	27 930	(27 930)	-	27 930	(27 930)
IV.2	Retenues BIC	-	1 425	(1 425)	-	1 425	(1 425)
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	2 874	(2 874)	-	2 874	(2 874)
	<b>Totaux</b>	-	35 138	(35 138)	-	35 138	(35 138)

Nom de la Société

Great Quest Metals

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	2 646	(2 646)	-	2 646	(2 646)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	2 646	(2 646)	-	2 646	(2 646)
	<b>Totaux</b>	-	2 646	(2 646)	-	2 646	(2 646)

Nom de la Société

Tichitt Sa

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>742</b>	<b>-</b>	<b>742</b>	<b>742</b>	<b>-</b>	<b>742</b>
II.1	Redevances superficielles	242	-	242	242	-	242
II.2	Patentes	500	-	500	500	-	500
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>1 685</b>	<b>-</b>	<b>1 685</b>	<b>1 685</b>	<b>-</b>	<b>1 685</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	1 685	-	1 685	1 685	-	1 685
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>2 427</b>	<b>-</b>	<b>2 427</b>	<b>2 427</b>	<b>-</b>	<b>2 427</b>

Nom de la Société

Touba Mining Jv Merrex Gold Inc

Code	Intitulé	Initial			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>538</b>	<b>-</b>	<b>538</b>	<b>-</b>	<b>538</b>	<b>538</b>	<b>538</b>	<b>538</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	538	-	538	-	538	538	538	538	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>553</b>	<b>-</b>	<b>553</b>	<b>-</b>	<b>553</b>	<b>553</b>	<b>553</b>	<b>553</b>	<b>-</b>
III.1	Taxe logement	65	-	65	-	65	65	65	65	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	130	-	130	-	130	130	130	130	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	228	-	228	-	228	228	228	228	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	130	-	130	-	130	130	130	130	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>3 600</b>	<b>3 624</b>	<b>(24)</b>	<b>-</b>	<b>720</b>	<b>720</b>	<b>3 600</b>	<b>4 344</b>	<b>(744)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	720	-	720	-	720	720	720	720	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	2 880	3 624	(744)	-	-	-	2 880	3 624	(744)
	<b>Totaux</b>	<b>4 691</b>	<b>3 624</b>	<b>1 067</b>	<b>-</b>	<b>1 811</b>	<b>1 811</b>	<b>4 691</b>	<b>5 435</b>	<b>(744)</b>

Nom de la Société

Mali Gold Mining

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>144</b>	<b>-</b>	<b>144</b>	<b>144</b>	<b>-</b>	<b>144</b>
II.1	Redevances superficielles	144	-	144	144	-	144
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>209</b>	<b>-</b>	<b>209</b>	<b>209</b>	<b>-</b>	<b>209</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	209	-	209	209	-	209
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>353</b>	<b>-</b>	<b>353</b>	<b>353</b>	<b>-</b>	<b>353</b>

Nom de la Société

Golden Spear

Code	Intitulé	Initial			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>1 918</b>	<b>-</b>	<b>1 918</b>	<b>-</b>	<b>1 918</b>	<b>1 918</b>	<b>1 918</b>	<b>1 918</b>	<b>-</b>
II.1	Redevances superficielles	1 918	-	1 918	-	1 918	1 918	1 918	1 918	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>1 367</b>	<b>1 416</b>	<b>(49)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 367</b>	<b>1 416</b>	<b>(49)</b>
III.1	Taxe logement	167	167	-	-	-	-	167	167	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	283	333	(50)	-	-	-	283	333	(50)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	609	583	26	-	-	-	609	583	26
III.4	Taxe Emploi Jeune	308	333	(25)	-	-	-	308	333	(25)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>11 280</b>	<b>10 425</b>	<b>855</b>	<b>(465)</b>	<b>1 297</b>	<b>832</b>	<b>11 280</b>	<b>11 257</b>	<b>23</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	3 493	3 493	-	-	-	-	3 493	3 493	-
IV.2	Retenues BIC	2 338	1 018	1 320	-	1 297	1 297	2 338	2 315	23
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	5 449	5 914	(465)	(465)	-	(465)	5 449	5 449	-
	<b>Totaux</b>	<b>14 565</b>	<b>11 841</b>	<b>2 724</b>	<b>(465)</b>	<b>3 215</b>	<b>2 750</b>	<b>14 565</b>	<b>14 591</b>	<b>(26)</b>

Nom de la Société

Robex

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>19 522</b>	<b>-</b>	<b>19 522</b>	<b>19 522</b>	<b>-</b>	<b>19 522</b>
II.1	Redevances superficielles	19 470	-	19 470	19 470	-	19 470
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	52	-	52	52	-	52
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>1 916</b>	<b>1 915</b>	<b>1</b>	<b>1 916</b>	<b>1 915</b>	<b>1</b>
III.1	Taxe logement	225	225	-	225	225	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	451	451	-	451	451	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	789	757	32	789	757	32
III.4	Taxe Emploi Jeune	451	482	(31)	451	482	(31)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>8 877</b>	<b>8 923</b>	<b>(46)</b>	<b>8 877</b>	<b>8 923</b>	<b>(46)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	3 469	3 469	-	3 469	3 469	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	5 408	5 454	(46)	5 408	5 454	(46)
	<b>Totaux</b>	<b>30 315</b>	<b>10 838</b>	<b>19 477</b>	<b>30 315</b>	<b>10 838</b>	<b>19 477</b>

Nom de la Société

Mali Mineral Resources

Intitulé	Initial			Final		
	Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-
IRVM	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>510</b>	-	<b>510</b>	<b>510</b>	-	<b>510</b>
Redevances superficielles	510	-	510	510	-	510
Patentes	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>5 624</b>	<b>4 906</b>	<b>718</b>	<b>5 624</b>	<b>4 906</b>	<b>718</b>
Taxe logement	579	579	-	579	579	-
Taxe de formation professionnelle	1 154	1 154	-	1 154	1 154	-
Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	2 019	2 019	-	2 019	2 019	-
Taxe Emploi Jeune	1 154	1 154	-	1 154	1 154	-
TVA	-	-	-	-	-	-
Droits de douane	-	-	-	-	-	-
Autres taxes	718	-	718	718	-	718
<b>Retenues à la source et cotisations sociales</b>	<b>53 419</b>	<b>53 830</b>	<b>(411)</b>	<b>53 419</b>	<b>53 830</b>	<b>(411)</b>
Impôt sur les traitements et salaires	13 112	13 112	-	13 112	13 112	-
Retenues BIC	1 872	1 969	(97)	1 872	1 969	(97)
Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
Autres retenues à la source	2 155	-	2 155	2 155	-	2 155
Cotisations sociales (INPS)	36 280	38 749	(2 469)	36 280	38 749	(2 469)
<b>Totaux</b>	<b>59 553</b>	<b>58 736</b>	<b>817</b>	<b>59 553</b>	<b>58 736</b>	<b>817</b>

Nom de la Société

Société Heritage Oil Block 7

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable		Ajustements Etat				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>143 529</b>	<b>36 307</b>	<b>107 222</b>	-	-	-	<b>3 497</b>	-	<b>3 497</b>	<b>143 529</b>	<b>39 804</b>	<b>103 725</b>
II.1	Redevances superficielles	39 804	36 307	3 497	-	-	-	3 497	-	3 497	39 804	39 804	-
II.2	Patentes	103 725	-	103 725	-	-	-	-	-	-	103 725	-	103 725
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>4 420</b>	-	<b>4 420</b>	<b>(402)</b>	<b>(402)</b>	-	-	<b>4 018</b>	<b>4 018</b>	<b>4 018</b>	<b>4 018</b>	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	4 420	-	4 420	(402)	(402)	-	-	4 018	4 018	4 018	4 018	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>147 949</b>	<b>36 307</b>	<b>111 642</b>	<b>(402)</b>	<b>(402)</b>	-	<b>3 497</b>	<b>4 018</b>	<b>7 515</b>	<b>147 547</b>	<b>43 822</b>	<b>103 725</b>

Nom de la Société

Société Heritage Oil Block 11

Code	Intitulé	Initial			justements contribuab		Ajustements Etat				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>205 685</b>	<b>36 307</b>	<b>169 378</b>	-	-	-	(3 497)	-	(3 497)	<b>205 685</b>	<b>32 810</b>	<b>172 875</b>
II.1	Redevances superficielles	32 810	36 307	(3 497)	-	-	-	(3 497)	-	(3 497)	32 810	32 810	-
II.2	Patentes	172 875	-	172 875	-	-	-	-	-	-	172 875	-	172 875
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>4 420</b>	-	<b>4 420</b>	(402)	(402)	-	-	4 018	4 018	<b>4 018</b>	<b>4 018</b>	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	4 420	-	4 420	(402)	(402)	-	-	4 018	4 018	4 018	4 018	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>210 105</b>	<b>36 307</b>	<b>173 798</b>	<b>(402)</b>	<b>(402)</b>	-	<b>(3 497)</b>	<b>4 018</b>	<b>521</b>	<b>209 703</b>	<b>36 828</b>	<b>172 875</b>

Nom de la Société

Mali Petroleum SA

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfiques</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	1 012	(1 012)	-	1 012	(1 012)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	1 012	(1 012)	-	1 012	(1 012)
	<b>Totaux</b>	-	1 012	(1 012)	-	1 012	(1 012)

Nom de la Société

Sipex

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	14 726	(14 726)	-	14 726	14 726	14 726	14 726	-
II.1	Redevances superficielles	-	14 726	(14 726)	-	14 726	14 726	14 726	14 726	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	6 296	(6 296)	-	-	-	-	6 296	(6 296)
III.1	Taxe logement	-	742	(742)	-	-	-	-	742	(742)
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	1 481	(1 481)	-	-	-	-	1 481	(1 481)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	2 592	(2 592)	-	-	-	-	2 592	(2 592)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	1 481	(1 481)	-	-	-	-	1 481	(1 481)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	18 694	(18 694)	-	-	-	-	18 694	(18 694)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	17 021	(17 021)	-	-	-	-	17 021	(17 021)
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	1 673	(1 673)	-	-	-	-	1 673	(1 673)
	<b>Totaux</b>	-	39 716	(39 716)	-	14 726	14 726	14 726	39 716	(24 990)

Nom de la Société

Petroma

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	9 399	(9 399)	-	9 399	9 399	9 399	9 399	-
II.1	Redevances superficielles	-	9 399	(9 399)	-	9 399	9 399	9 399	9 399	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	9 399	(9 399)	-	9 399	9 399	9 399	9 399	-

Nom de la Société

Afex Global

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Taxe hors champ de la réconciliation K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	29 967	15 783	14 184	(13 973)	-	(13 973)	15 994	15 783	211
II.1	Redevances superficielles	29 967	15 783	14 184	(13 973)	-	(13 973)	15 994	15 783	211
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	112 500	-	112 500	-	(112 500)	(112 500)	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	112 500	-	112 500	-	(112 500)	(112 500)	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	142 467	15 783	126 684	(13 973)	(112 500)	(126 473)	15 994	15 783	211

Nom de la Société

MOHOil PVT Ltd

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	7 412	(7 412)	-	7 412	7 412	7 412	7 412	-
II.1	Redevances superficielles	-	7 412	(7 412)	-	7 412	7 412	7 412	7 412	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	7 412	(7 412)	-	7 412	7 412	7 412	7 412	-

Nom de la Société

JV Falcon Martagon

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	9 986	(9 986)	-	9 986	9 986	9 986	9 986	-
II.1	Redevances superficielles	-	9 986	(9 986)	-	9 986	9 986	9 986	9 986	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	9 986	(9 986)	-	9 986	9 986	9 986	9 986	-

Nom de la Société

ENI Mali

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	80 500	(80 500)	-	80 500	80 500	-	-	-	80 500	80 500	-
II.1	Redevances superficielles	-	80 500	(80 500)	-	80 500	80 500	-	-	-	80 500	80 500	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	9 092	(9 092)	-	-	-	-	-	-	-	9 092	(9 092)
III.1	Taxe logement	-	962	(962)	-	-	-	-	-	-	-	962	(962)
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	2 315	(2 315)	-	-	-	-	-	-	-	2 315	(2 315)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	4 036	(4 036)	-	-	-	-	-	-	-	4 036	(4 036)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	1 779	(1 779)	-	-	-	-	-	-	-	1 779	(1 779)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	44 025	(44 025)	-	-	-	-	9 977	9 977	-	54 002	(54 002)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	26 064	(26 064)	-	-	-	-	-	-	-	26 064	(26 064)
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	17 961	(17 961)	-	-	-	-	9 977	9 977	-	27 938	(27 938)
	<b>Totaux</b>	-	133 617	(133 617)	-	80 500	80 500	-	9 977	9 977	80 500	143 594	(63 094)

Nom de la Société

Selier Energy

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable		Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>22 500</b>	-	<b>22 500</b>	<b>(22 500)</b>	<b>(22 500)</b>	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	22 500	-	22 500	(22 500)	(22 500)	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>90 000</b>	-	<b>90 000</b>	<b>(90 000)</b>	<b>(90 000)</b>	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	90 000	-	90 000	(90 000)	(90 000)	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	<b>112 500</b>	-	<b>112 500</b>	<b>(112 500)</b>	<b>(112 500)</b>	-	-	-

Nom de la Société

Moolman Mining Yatela

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	31 050	(31 050)	-	31 050	(31 050)
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	31 050	(31 050)	-	31 050	(31 050)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	-	-	-	-	-
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	31 050	(31 050)	-	31 050	(31 050)

Nom de la Société

African Mining Services

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfiques</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	51 034	(51 034)	-	51 034	(51 034)
III.1	Taxe logement	-	7 131	(7 131)	-	7 131	(7 131)
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	11 703	(11 703)	-	11 703	(11 703)
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	20 525	(20 525)	-	20 525	(20 525)
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	11 675	(11 675)	-	11 675	(11 675)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	-	189 646	(189 646)	-	189 646	(189 646)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	148 177	(148 177)	-	148 177	(148 177)
IV.2	Retenues BIC	-	41 469	(41 469)	-	41 469	(41 469)
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	240 680	(240 680)	-	240 680	(240 680)

Nom de la Société

BCM

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable			Ajustements Etat				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Payment effectué dans autres bureaux K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	<b>181 031</b>	<b>-</b>	<b>181 031</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>181 031</b>	<b>-</b>	<b>181 031</b>
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	181 031	-	181 031	-	-	-	-	-	-	-	181 031	-	181 031
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	<b>3 151</b>	<b>-</b>	<b>3 151</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 151</b>	<b>-</b>	<b>3 151</b>
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	3 151	-	3 151	-	-	-	-	-	-	-	3 151	-	3 151
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>4 924 946</b>	<b>44 043</b>	<b>4 880 903</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>138 950</b>	<b>-</b>	<b>138 950</b>	<b>4 924 946</b>	<b>182 993</b>	<b>4 741 953</b>
III.1	Taxe logement	24 575	7 214	17 361	-	-	-	-	16 346	-	16 346	24 575	23 560	1 015
III.2	Taxe de formation professionnelle	49 092	14 240	34 852	-	-	-	-	32 694	-	32 694	49 092	46 934	2 158
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	85 892	14 523	71 369	-	-	-	-	57 216	-	57 216	85 892	71 739	14 153
III.4	Taxe Emploi Jeune	49 092	8 066	41 026	-	-	-	-	32 694	-	32 694	49 092	40 760	8 332
III.5	TVA	4 587 909	-	4 587 909	-	-	-	-	-	-	-	4 587 909	-	4 587 909
III.6	Droits de douane	128 386	-	128 386	-	-	-	-	-	-	-	128 386	-	128 386
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>897 654</b>	<b>2 075 977</b>	<b>(1 178 323)</b>	<b>-</b>	<b>(78 682)</b>	<b>(78 682)</b>	<b>-</b>	<b>227 765</b>	<b>(46 955)</b>	<b>180 810</b>	<b>818 972</b>	<b>2 256 787</b>	<b>(1 437 815)</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	364 972	66 351	298 621	-	-	-	-	227 765	-	227 765	364 972	294 116	70 856
IV.2	Retenues BIC	550	408	142	-	-	-	-	-	-	-	550	408	142
IV.3	Retenues TVA	71 414	1 580 226	(1 508 812)	-	-	-	-	-	-	-	71 414	1 580 226	(1 508 812)
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	460 718	428 992	31 726	-	(78 682)	(78 682)	-	-	(46 955)	(46 955)	382 036	382 037	(1)
	<b>Totaux</b>	<b>6 006 782</b>	<b>2 120 020</b>	<b>3 886 762</b>	<b>-</b>	<b>(78 682)</b>	<b>(78 682)</b>	<b>-</b>	<b>366 715</b>	<b>(46 955)</b>	<b>319 760</b>	<b>5 928 100</b>	<b>2 439 780</b>	<b>3 488 320</b>

Nom de la Société

MARS

Code	Intitulé	Initial			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	-	-	-	-	-	-
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	-	-	-	-	-	-
III.4	Taxe Emploi Jeune	-	-	-	-	-	-
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la source et cotisations sociales</b>	-	409	(409)	-	409	(409)
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	-	-	-	-	-	-
IV.2	Retenues BIC	-	409	(409)	-	409	(409)
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	-	-	-	-	-	-
	<b>Totaux</b>	-	409	(409)	-	409	(409)

Nom de la Société

SFTP

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable		Ajustements Etat			Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Erreur de déclaration K FCFA	Total des ajustements K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>133 349</b>	-	<b>133 349</b>	-	-	-	-	-	<b>133 349</b>	-	<b>133 349</b>
III.1	Taxe logement	4 593	-	4 593	-	-	-	-	-	4 593	-	4 593
III.2	Taxe de formation professionnelle	9 042	-	9 042	-	-	-	-	-	9 042	-	9 042
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	16 012	-	16 012	-	-	-	-	-	16 012	-	16 012
III.4	Taxe Emploi Jeune	9 042	-	9 042	-	-	-	-	-	9 042	-	9 042
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	56 382	-	56 382	-	-	-	-	-	56 382	-	56 382
III.7	Autres taxes	38 278	-	38 278	-	-	-	-	-	38 278	-	38 278
<b>IV</b>	<b>Retenues à la source et cotisations sociales</b>	<b>169 057</b>	<b>82 259</b>	<b>86 798</b>	<b>(32 387)</b>	<b>(32 387)</b>	-	<b>(14 349)</b>	<b>(14 349)</b>	<b>136 670</b>	<b>67 910</b>	<b>68 760</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	67 924	-	67 924	-	-	-	-	-	67 924	-	67 924
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.4	Autres retenues à la source	836	-	836	-	-	-	-	-	836	-	836
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	100 297	82 259	18 038	(32 387)	(32 387)	-	(14 349)	(14 349)	67 910	67 910	-
	<b>Totaux</b>	<b>302 406</b>	<b>82 259</b>	<b>220 147</b>	<b>(32 387)</b>	<b>(32 387)</b>	-	<b>(14 349)</b>	<b>(14 349)</b>	<b>270 019</b>	<b>67 910</b>	<b>202 109</b>

Nom de la Société

PW Mining International Limited

Code	Intitulé	Initial			Ajustements contribuable				Final		
		Total déclaré par le contribuable K FCFA	Montant perçu par l'Etat K FCFA	Ecart Constaté K FCFA	Paiement non effectué courant l'année K FCFA	Différence entre montant quittance et montant reporté K FCFA	Paiement non pris en compte K FCFA	Total des ajustement s K FCFA	Montant définitif du contribuable K FCFA	Montant définitif de l'Etat K FCFA	Ecart Définitif K FCFA
<b>I</b>	<b>Revenus provenant de la production et impôt sur les bénéfices</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.1	Taxe ad valorem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2	Contribution pour prestation de services rendus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.3	Impôt spécial sur certains produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.4	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.5	IRVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.6	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II</b>	<b>Revenus sur le patrimoine</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1	Redevances superficielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3	Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>III</b>	<b>Taxes sur les intrants et autres taxes</b>	<b>52 891</b>	<b>53 415</b>	<b>(524)</b>	-	-	-	-	<b>52 891</b>	<b>53 415</b>	<b>(524)</b>
III.1	Taxe logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2	Taxe de formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.3	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	33 658	33 915	(257)	-	-	-	-	33 658	33 915	(257)
III.4	Taxe Emploi Jeune	19 233	19 500	(267)	-	-	-	-	19 233	19 500	(267)
III.5	TVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.6	Droits de douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.7	Autres taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IV</b>	<b>Retenues à la sources et cotisations sociales</b>	<b>412 762</b>	<b>386 042</b>	<b>26 720</b>	-	<b>(8 993)</b>	-	<b>(8 993)</b>	<b>403 769</b>	<b>386 042</b>	<b>17 727</b>
IV.1	Impôt sur les traitements et salaires	197 583	178 103	19 480	-	-	-	-	197 583	178 103	19 480
IV.2	Retenues BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.3	Retenues TVA	-	1 753	(1 753)	-	-	-	-	-	1 753	(1 753)
IV.4	Autres retenues à la source	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV.5	Cotisations sociales (INPS)	215 179	206 186	8 993	-	(8 993)	-	(8 993)	206 186	206 186	-
	<b>Totaux</b>	<b>465 653</b>	<b>439 457</b>	<b>26 196</b>	-	<b>(8 993)</b>	-	<b>(8 993)</b>	<b>456 660</b>	<b>439 457</b>	<b>17 203</b>

## Annexe 2 : Formulaire de déclaration ITIE Mali 2009

République du Mali  
Initiative pour la Transparence dans les Industries Extratives  
Déclaration des flux de paiements versés à l'état

Entreprise déclarante			
NIF			
Identifiant INPS			
Période de déclaration	1 janvier au 31 décembre 2009		
Monnaie	FCFA		
Nature substance extraite	1		Production 2009
	2		Production 2009

Intitulé	Montant payés en numéraire		Montants payés par compensation	Montant payés d'avance	Total
	Déclarations spontanées	Redressement fiscal			
<b>I. Revenus provenant de la production et impôts sur les bénéfices</b>					
I.1 Taxe ad valorem					
I.2 Contribution pour prestation de service rendus					
I.3 ISCP					
I.4 Dividendes					
I.5 IRVM					
I.6 Impôts sur les sociétés					
<b>II. Revenus sur le patrimoine</b>					
II.1 Redevances superficielles					
II.2 Patentes					
II.3 Autres					
<b>III. Taxes sur les intrants et autres taxes</b>					
III.1 Taxe de logement					
III.2 Taxe de formation professionnelle					
III.3 Contribution forfaitaire à la charge de l'employeurs					
III.4 Taxe emploi jeune					
III.5 TVA					
III.6 Droit de douane					
III.7 Autres taxes					
<b>IV. Retenues à la source et cotisations sociales</b>					
IV. 1 Impôt sur le traitement des salaires					
IV. 2 Retenues BIC					
IV. 3 Retenues TVA					
IV. 4 Autres retenues à la source					
IV. 5 Cotisations sociales (INPS)					
<b>V. Contribution volontaire</b>					
V.1 Infrastructures sanitaires					
V.2 Infrastructures scolaires					
V.3 Infrastructures routières					
V.4 Autres					
<b>Totaux</b>					

### Signature de la Direction

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables. Je confirme que :

1. Les informations relatives aux montants payés/reçus sont complètes et ont été fidèlement extraites des données comptables de l'entité
2. Tous les montants payés/reçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes
3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/reçues avant le 1 janvier 2009 ou après le 31 décembre 2009
4. La classification des montants payés/reçus est correcte au niveau des différentes taxes
5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/reçues pour le compte d'autres entités
6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/reçues par l'entité
7. Les comptes de l'entreprise ont été audités et une opinion sans réserve a été émise à leur sujet en accord avec les normes

\_\_\_\_\_  
Signature et cachet

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/reçues (voir joint détail des taxes)

### Certification d'audit

Je (nom), auditeur externe, certifie avoir examiné la présente déclaration de (nom de l'entreprise/Administration) et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et

Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas découvert d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations

\_\_\_\_\_  
Signature et cachet



### Annexe 3 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation

#### Réconciliateur – Moore Stephens LLP

Paul STOCKTON	Associé
Radhouane BOUZAIANE	Directeur de Mission
Riadh AOUISSI	Manager / Chef de Mission
Malek FOURATI	Auditeur Senior

#### Secrétariat ITIE

Dr. Djibouroula TOGOLA	Secrétaire Permanent ITIE
Mamadou YAFFA	Juriste / Secrétariat Permanent ITIE
Boureima CISSE	Economiste

#### Minsitère des Mines

Mohamed KEITA	Secrétaire Général
Mady Baba DIAKITE	Directeur des Finances et du Matériel

#### Direction des Grandes Entreprises

Adama NIARE	Chef de la Direction Recettes
Ibrahima SIDIBE	Chargé de recouvrement

#### Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Mamery BAGAYOKO	Chef de Bureau / DNDC
Theodore DEMBELE	Directeur Régional / District de Bamako
Amady BAKHAGA	Agent de bureau Informations
David K SIDIBE	Agent de bureau Informations

---

**Direction Générale des Douanes**

Ali COULIBALI	Sous-Directeur des Recettes et des Etudes
Hamady Mahamane TOUNKARA	Chef Division Comptabilité des Recettes et Etudes

---

**Entreprises Minières**

Habiboulaye DIALLO	SOMILO / MORILA
Hachimi Bagna SIDIBE	TAMICO / SEMICO
Boubacar CISSE	TAMICO / SEMICO
Ibrahima SININTA	SOMISY
Issa DIALLO	SOMIKA
Mamadou TOURE	YATELA / SEMOS
Issaka COULIBALY	WASSOUL'OR